

Un nouveau pas des *Invasions* vers l'oscar du meilleur film étranger

Page B 8



100 000 colons manifestent dans les rues de Tel-Aviv

Page A 5

www.ledavoir.com

LE DEVOIR

Vol. XCV N° 2

LE LUNDI 12 JANVIER 2004

87c + TAXES = 1\$

Culture: le mirage du marché français

Les exportations culturelles vers la France sont en chute libre

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Les *Invasions barbares* à Cannes puis sur quelques dizaines d'écrans français? Franchement, seulement de la poudre aux yeux. Robert Lepage ou Denis Marleau au Festival de théâtre d'Avignon? Très bien et tant mieux, mais ce n'est que deux fois rien, ou si peu. Dans les faits, la France ne représente qu'un marché infime pour les exportations culturelles canadiennes, un déversoir à peine plus grand que celui de l'Autriche et des Pays-Bas réunis.

Pire, depuis quelques années, malgré quelques bons coups hypermédiatisés, la part française ne cesse de rétrécir, la valeur totale des exportations canadiennes de biens culturels vers ce pays étant passée de 17,4 millions en 1996 à 9,5 millions en 2002. Et avant comme maintenant, il s'agit toujours d'une minuscule goutte d'eau dans la mare des quelque deux milliards d'exportations industrielles du Canada vers l'Hexagone, où dominent les pâtes et papiers, l'aéronautique et l'agro-alimentaire.

Ces données surprenantes ont été fournies au *Devoir* par le ministre du Patrimoine canadien qui organise aujourd'hui et demain, à Paris, un *Forum canadien sur l'entreprise de la culture: quand la culture s'affaire*. La rencontre vise précisément à augmenter la part des industries culturelles canadiennes, surtout dans la Francophonie mondiale. On y attend environ 600 participants, dont une moitié venue d'Europe et d'Afrique.

VOIR PAGE A 8: CULTURE

Priorité au bouclier antimissile

Pressé par les États-Unis, le Canada devra décider de sa participation avant même la révision prévue de sa politique de défense

MANON CORNELLIER
DE NOTRE BUREAU
D'OTTAWA

Pressé par les États-Unis, le Canada devra décider s'il participe ou non au bouclier antimissile avant même d'avoir procédé à la

révision annoncée de sa politique de défense. Le ministre de la Défense, David Pratt, est pourtant prêt à attendre cet examen avant de se prononcer sur les autres dossiers chauds de son ministère. «L'échéance pour prendre une décision [sur notre participation] est

probablement avant le lancement du système» prévu pour octobre 2004, a indiqué le ministre en entrevue au *Devoir*. La révision conjointe de la politique étrangère et des politiques de défense et de développement international a pourtant peu de chance de démarrer avant la fin

de 2004 et encore. Il s'agit de la date souhaitée par M. Pratt. Il reconnaît que cela signifie que la participation au bouclier ne pourra pas être analysée dans ce cadre global. Le débat sur la participation canadienne au bouclier antimissile a repris la semaine dernière avec l'an-

nonce d'un échange de lettres imminent entre le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, et M. Pratt, afin de pousser plus loin les discussions entreprises en juin dernier sur cette question.

VOIR PAGE A 8: BOUCLIER



Le premier ministre canadien, Paul Martin, descendant d'avion en compagnie de son épouse Sheila à l'aéroport Mariano Escobedo, à Monterrey. M. Martin est arrivé hier au Mexique afin d'assister pendant deux jours au Sommet des Amériques. Il s'agit de sa première participation à un événement international en tant que premier ministre.

MEXIQUE

Martin souhaite créer une chimie avec Bush

Le Canada jouera le rôle de «valet» au Sommet des Amériques, prédit le Bloc

LOUISE ELLIOTT
PRESSE CANADIENNE

Monterrey, Mexique — Créer une chimie: c'est la priorité du premier ministre fédéral Paul Martin pour son tête-à-tête avec le président américain George W. Bush prévu cette semaine.

Au cours du vol qui l'amènera hier à Monterrey, au Mexique, pour le Sommet des Amériques, M. Martin a déclaré que l'amélioration des rapports avec le président américain exigeait plus qu'une liste de priorités. C'est une question de chimie entre deux individus.

«C'est important d'apprendre à connaître M. Bush», a déclaré le premier ministre aux journalistes. Il espère mettre sa touche personnelle dans ce sommet de deux jours, amener une démarche moins formelle. En marge du Sommet, M. Martin rencontrera l'occupant de la Maison-Blanche demain pour un entretien d'une demi-heure.

«J'ignore ce que peuvent bien nous apporter les séances officielles où chacun doit lire son discours, mais, dans une rencontre à bâtons rompus, il y a un véritable échange, et c'est ce qui compte pour moi.»

Des enjeux délicats seront au programme, a confirmé M. Martin, notamment le litige sur le bois d'œuvre canadien exporté aux États-Unis, le «respect

VOIR PAGE A 8: MARTIN

■ Bush et Fox pourraient sceller leur réconciliation, page A 3

Irak, la guerre décidée d'avance

L'ancien secrétaire au Trésor est très critique à l'endroit de Bush, un «aveugle entouré de sourds»

D'APRÈS AP, REUTERS ET LE MONDE

L'ancien secrétaire américain au Trésor Paul O'Neill, limogé en décembre 2002, ne mâche pas ses mots à l'égard de George W. Bush: dans un livre à paraître demain, le président américain est non seulement qualifié d'«aveugle entouré de sourds», mais il est surtout accusé d'avoir eu, dès son arrivée à la Maison-Blanche en janvier 2001, l'intention d'envahir l'Irak et d'avoir cherché un prétexte pour le faire.

Celui qui a servi près de deux ans l'administration républicaine, affirme également n'avoir jamais vu aucune preuve de la possession par l'Irak d'armes de destruction massive — principale raison invoquée par le président Bush pour entrer en guerre.

VOIR PAGE A 8: GUERRE

INDEX

Annonces.....	B 5	Idées.....	A 7
Avis publics..	B 4	Météo.....	B 4
Convergence..	B 7	Monde.....	A 5
Culture.....	B 8	Mots croisés..	B 5
Décès.....	B 5	Religions.....	B 6
Économie.....	B 1	Sports.....	B 4
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 6

L'ENTREVUE

L'archiviste naturel

Paul Tourenne, 80 ans, a parcouru la planète avec les Frères Jacques... et son regard de photographe

«Rappelle-toi, Barbara / Il pleuvait sans cesse sur Brest ce jour-là [...]» À plusieurs ces vers rappelleront non seulement leur auteur, Jacques Prévert, mais les Frères Jacques, inoubliable quatuor vocal français qui, depuis l'âge d'or de Saint-Germain-des-Prés, a chanté aussi bien Gainsbourg, Trenet, Francis Blanche, Raymond Queneau et Bernard Dimey que Prévert. André et Georges Bellec, François Soubeyran et Paul Tourenne formaient ce groupe vocal. Tourenne, ténor et soliste du groupe, a toujours mené parallèlement une carrière de photographe. Il parle ici du rôle de la photo dans sa vision du monde.

SOLANGE LÉVESQUE

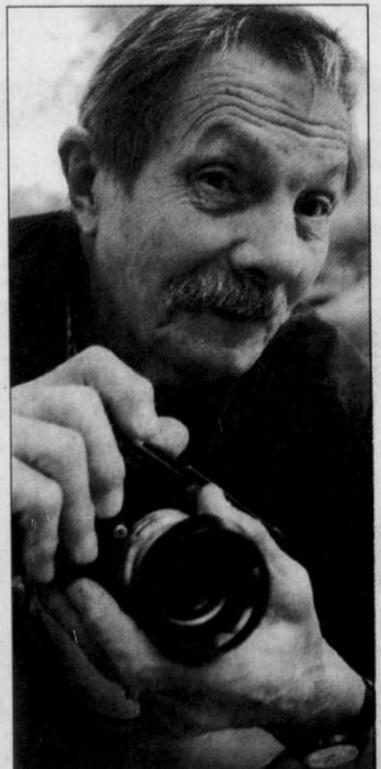
De 1944 à 1982, avec les Frères Jacques, Paul Tourenne parcourt des centaines de pays pour donner plus de 7000 spectacles. Après avoir rangé pour de bon le chapeau haut-de-forme, les gants blancs et le collant noir rehaussé d'un spencer gris-bleu qui caractérisaient son personnage au sein de la formation, cet artiste n'a cessé d'interpréter la vie à travers la photo, comme il le fait depuis l'âge de 20 ans. Les milliers d'images glanées pendant ses tournées en témoignent.

À l'automne 2003, la galerie Maeght, pionnière en diffusion de l'art visuel contemporain, consacrait à Paul Tourenne une exposition solo à Paris, sa ville natale: 50 photos représentatives de son univers, assorties d'un prestigieux catalogue. Elles comprenaient des portraits captés avec humour, des parcmètres montréalais perplexes sous la neige, des mannequins gardant la pose dans des vitrines où Montréal se mire, des sols et des murs espionnés. Sonia Bove, directrice de la Fondation nationale de la photographie, disait de lui en 1990 qu'il était «non pas un chanteur-photographe, mais bien un chanteur et un photographe».

La lumière, ses mensonges séduisants ainsi que sa vitalité caractérisent et fécondent la recherche incessante de Paul Tourenne dans son parcours de photographe. C'est d'ailleurs lui qui réglait les quelque 110 éclairages nécessaires lors des spectacles des Frères Jacques.

Cet autodidacte rigoureux, qui a appris la photo en lisant, en étudiant ceux qu'il admirait (Cartier-Bresson, Doisneau, Boubat, Brassai, Kertész...) et en analysant systématiquement ses essais et ses erreurs, est également inspiré par le visage expressif (souvent invisible à l'œil) de certains objets, ainsi que par les tropismes qui se manifestent partout où il y a de la vie. Or il y a de la vie partout, et c'est ce que révèlent les photos de Paul Tourenne.

«C'est l'image qui me fascine, depuis toujours. Tout jeune, j'allais dans des agences de voyages et je collectionnais les images des prospectus avec les vieilles boîtes à cigares. Je fréquentais un peu le cinéma, mais c'est plus tard que la photo s'est imposée à moi.» Entre-temps, il était renvoyé du lycée pour avoir dessiné des femmes nues sur ses cahiers. À 19 ans, en 1942, il se retrouve moniteur de colonie de vacances en Normandie. «Un jour, dans la vitrine d'un photographe, j'aperçois un spectaculaire appareil photo à soufflet: le 6 X 9 Lumière!



Paul Tourenne

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

VOIR PAGE A 8: TOURENNE

LES ACTUALITÉS

EN BREF



JIM YOUNG REUTERS

Postes Canada augmente ses tarifs

(Le Devoir) — Après deux années de gel, Postes Canada augmente aujourd'hui les tarifs postaux. Le coût d'un timbre pour une lettre ordinaire passera de 48 à 49 ¢. Pour envoyer une lettre aux États-Unis, il en coûtera désormais 80 ¢ au lieu de 65 ¢. En ce qui concerne les autres destinations internationales, le coût passera de 1,25 \$ à 1,40 \$. La hausse pour une lettre recommandée est de 99 ¢ au Canada et de 1,98 \$ à l'étranger. «La majoration tarifaire tient compte de nos services sur le marché ainsi que de nos attentes et des prévisions des activités à venir, de l'inflation et d'autres facteurs ayant une incidence directe sur nos coûts d'exploitation, de même que de la nécessité de constamment investir afin de maintenir et d'améliorer l'infrastructure de notre service», explique Postes Canada sur son site Internet.

La FTQ dénonce Pro-Soins

(Le Devoir) — La FTQ a dénoncé hier la mise à pied injustifiée par la compagnie Pro-Soins inc. de vingt travailleuses infirmières au Monastère des Augustines. «Comme syndicat, nous condamnons Pro-Soins inc., sous-traitant pour le Monastère des Augustines, pour la façon dont il a procédé dans le dossier de négociation; comme employeur, il a carrément manqué de jugement», a affirmé hier par voie de communiqué Nicole Bluteau, conseillère syndicale responsable dans ce dossier. «Nous déplorons aussi le fait que les religieuses du monastère, en lui laissant toute la marge de manœuvre, devront se priver de travailleuses compétentes et dévouées. Mais nous dénonçons surtout le fait que des travailleuses aient perdu leur emploi parce qu'elles tentent d'améliorer leurs conditions de travail.» Les infirmières ont en effet entrepris une démarche de syndicalisation au début de l'année dernière et la FTQ a été accréditée le 17 février 2003 pour les représenter. Le 31 décembre, le Monastère des Augustines n'a pas renouvelé le contrat du sous-traitant et les personnes salariées ont perdu leur emploi. «Ces personnes qui ont donné une partie de leur vie à soigner et à réconforter les religieuses malades et à qui la direction n'avait rien à reprocher sur le plan de la compétence sont en quelque sorte victimes du jeu de la sous-traitance», a conclu Mme Bluteau.

Rivières sous surveillance

(Le Devoir) — Plusieurs rivières, qui menaçaient de sortir de leur lit, étaient toujours sous surveillance hier soir au Québec. Le niveau de l'eau de la rivière des Prairies, à Laval, était très élevé hier soir, mais demeurait stable. Une seule résidence a été touchée par un débordement et les autorités ont ouvert un centre de coordination pour surveiller d'heure en heure le niveau de la rivière. En ce qui concerne les rivières Ouareau à Rawdon, Batisca à Notre-Dame-de-Montauban, La Diable et Rouge dans les Laurentides, la situation était stable en soirée.

La nouvelle politique devrait être déposée en juin

Goodale n'est pas encore convaincu du bien-fondé des fusions bancaires

SANDRA CORDON PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Ce ne sera pas facile pour les grandes banques de convaincre le nouveau ministre fédéral des Finances, Ralph Goodale, que les fusions sont dans l'intérêt public.

Le nouveau ministre examine toujours actuellement les recommandations finales des banques quant aux critères qu'Ottawa devrait retenir pour cautionner un projet de fusion entre grandes institutions financières. «Selon moi, il est de la toute première importance que l'intérêt public soit entendu et protégé et nous verrons comment

nous pourrons y arriver», a-t-il déclaré en entrevue.

Il espère être en mesure de déposer la nouvelle politique sur les fusions dans le secteur financier en juin, tel que promis par son prédécesseur John Manley.

«J'ai bien hâte de prendre connaissance de la position des banques et des autres parties prenantes», a affirmé M. Goodale. Le nouveau titulaire des Finances semble beaucoup plus prudent sur cette question que M. Manley, avocat fiscaliste de formation, qui semblait favorable aux fusions des grandes banques canadiennes.

Originaire de Saskatchewan, une région souvent hostile à la

haute finance, M. Goodale pourrait bien incommoder Bay Street avec cette sortie sur le rôle protecteur d'Ottawa.

Les banquiers ont admis qu'il faudrait tenir compte des préoccupations du grand public, mais demandent à Ottawa de ne pas les écraser sous la réglementation.

Les gestes de Paul Martin

Les grandes banques sont très attentives aux moindres signaux du premier ministre Paul Martin sur cette question. C'est lui qui, à titre de ministre des Finances, en 1998, avait bloqué deux projets de fusion, entre la Banque Royale et

de Montréal, et entre la CIBC et la Banque Toronto-Dominion.

La tenue probable d'élections fédérales au printemps pourrait aussi retarder des fusions éventuelles, toujours impopulaires auprès de l'électorat. Craignant les fermetures de succursales, les mises à pied, les hausses de tarifs et les restrictions du crédit aux entreprises, les PME et les associations de consommateurs s'opposent aux mariages bancaires.

Récemment, les banques ont changé leur approche et demandent à Ottawa de lever l'interdiction pour elles de se merger avec les compagnies d'assurance. Elles souhaitent que ces rapprochements

ne nuisent pas à la concurrence, puisque les rivales bancaires n'en seraient nullement affectées.

Mais M. Goodale a affirmé qu'il n'était pas pressé d'agir sur ce front. «Je veux en savoir plus, c'est un peu comme une épée à double tranchant», a-t-il commenté.

Des critiques maintiennent qu'une alliance banque-assurance pourrait résulter en une concentration excessive dans certaines petites localités, où la seule succursale avalerait le seul courtier, soulève le ministre. «Serons-nous gagnants sur le plan économique mondial avec cette concentration, ou alors perdants à l'échelle micro-économique?», s'est demandé le titulaire des Finances.

Petite neige chasse grand froid



PASCAL RATHÉ LE DEVOIR

APRÈS LES FROIDS sibériens qui ont fait claquer des dents de nombreux Québécois la semaine dernière, la neige est finalement venue balayer hier les températures glaciales, pour le plus grand bonheur des promeneurs... à deux ou quatre pattes. Le froid mordant s'est retiré, laissant toute la scène au magnifique ballet volatile des flocons.

Pour passer plus rapidement au procès

Scandale de Walkerton: les frères Koebel pourraient renoncer à leur enquête préliminaire

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Les deux frères accusés relativement à l'un des pires désastres en santé publique au pays pourraient renoncer à leur droit à une enquête préliminaire pour passer plus rapidement à l'étape du procès.

Stan et Frank Koebel, qui étaient responsables du système d'approvisionnement en eau po-

table de Walkerton, en Ontario, quand sept personnes sont mortes et 2500 sont tombées malades en mai 2000, sont accusés de falsification, d'abus de confiance et d'avoir mis en danger la santé de la population. S'ils sont reconnus coupables, ils sont passibles de peines allant de deux à dix ans de prison. Aucun des deux accusés n'a fait connaître son plaidoyer.

L'avocat de Stan Koebel, Bill Trudell, a déclaré qu'il était possible que son client renonce à «une longue enquête préliminaire, qui coûterait de l'argent aux contribuables et comporterait des inconvénients pour les témoins».

En vertu du droit canadien, un accusé peut réclamer une enquête préliminaire pour essayer de connaître de quelle preuve la poursuite dispose. Mais la Cou-

ronne a apparemment remis toute la preuve recueillie au cours d'une longue et laborieuse enquête de police qui a duré trois ans et été à l'origine des accusations criminelles portées contre les frères en avril, a dit M. Trudell.

Une audience demain

L'audience prévue pour demain à Walkerton pourrait être de courte durée, et la cause reportée à la

fin du mois, alors que les frères indiqueraient probablement qu'ils renoncent à l'enquête préliminaire pour subir leur procès en Cour supérieure de l'Ontario.

L'enquête judiciaire sur la tragédie avait aussi montré du doigt l'ex-gouvernement conservateur pour ses compressions budgétaires, ainsi que le ministre provincial de l'Environnement, pour n'avoir pas fait appliquer ses propres politiques.

EN BREF

Robert Speller en tournée

(Le Devoir) — Le ministre canadien de l'Agriculture, Robert Speller, entreprend une importante tournée internationale dans le but de convaincre divers pays de rouvrir leurs frontières au bœuf canadien. M. Speller doit passer les prochains jours en Asie, où il rencontrera les partenaires économiques du Canada au Japon et en Corée du Sud. Les Japonais sont particulièrement sévères en ce qui a trait à la qualité de leur nourriture, mais le ministre compte bien les convaincre de la salubrité du bœuf canadien, en mentionnant notamment que le gouvernement s'est engagé à investir 92 millions sur cinq ans pour augmenter de 5500 à 30 000 le nombre de vaches testées. Le ministre doit par la suite revenir sur le continent américain pour rencontrer ses homologues mexicains et américains. M. Speller est accompagné de représentants de l'industrie bovine, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et aussi de membres de l'opposition aux Communautés. Rappelons que le Canada fait l'objet de plusieurs embargos sur son bœuf depuis qu'un

cas de vache folle a été découvert en mai en Alberta.

La GRC dénonce un reportage

Vancouver (PC) — L'agent de la Gendarmerie royale du Canada qui a établi un lien entre la récente perquisition à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique et le crime organisé affirme que les reportages des journalistes sur cette affaire ont compromis l'enquête policière en cours. Le sergent John Ward soutient que certains reportages ont été «préjudiciables à notre enquête». Plus particulièrement, M. Ward s'est plaint d'un reportage affirmant que l'enquête policière était reliée à une affaire de trafic de drogue et à la façon dont la privatisation de BC Rail avait été effectuée. Le 28 décembre, les policiers municipaux de Victoria et de la GRC ont effectué une perquisition au parlement provincial. Ils étaient à la recherche de pièces à conviction au cours d'une enquête sur un trafic de drogue entre le Canada et les États-Unis. Aucune accusation n'a été portée contre les deux assistants ministériels qui étaient visés par l'opération policière.

Résultats		GAGNANTS		LOTS	
7	Tirage du 2004-01-09	7/7	1	17 500 000,00 \$	
06 15 19 23 34 40 47		6/7+	8	88 210,10 \$	
		6/7	218	2 832,40 \$	
Complémentaire:	(16)	5/7	15 057	146,40 \$	
Ventes totales:	38 497 150 \$	4/7	317 121	10,00 \$	
		3/7+	295 370	10,00 \$	
		3/7	2 641 989		Participation gratuite
PROCHAIN GROS LOT BONI LE 16 JANVIER 2004					
7		20 000 000 \$			
649	Tirage du 2004-01-10	6/6	1	5 000 000,00 \$	
13 16 18 21 32 33		5/6+	6	98 834,00 \$	
		5/6	250	1 897,60 \$	
Complémentaire:	(26)	4/6	13 339	68,10 \$	
Ventes totales:	14 391 735 \$	3/6	252 292	10,00 \$	
	Prochain gros lot (appr.):	2 000 000 \$			
49	Tirage du 2004-01-10	6/6	0	1 000 000,00 \$	
04 12 25 26 31 47		5/6+	0	50 000,00 \$	
		5/6	28	500,00 \$	
Complémentaire:	(32)	4/6	1 612	50,00 \$	
Ventes totales:	613 485,50 \$	3/6	25 552	5,00 \$	
Extra	Tirage du 2004-01-09	Extra	Tirage du 2004-01-10		
NUMÉRO	LOT	NUMÉRO	LOT		
354250	100 000 \$	956362	100 000 \$		

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Destinations

En toute occasion, les Certificats-cadeaux L'EAU à la Bouche sont une façon originale de dire merci ou tout simplement je t'aime.

www.leualabouche.com
Ste-Adèle 450.229.2991

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Jean de Billy au (514) 985-3456 ou à jdebilly@ledevoir.com

LE DEVOIR

POLITIQUE

Retour sur la mégapanne de l'été dernier



Chantal Hébert

Le déficit Martin

Personne ne conteste l'idée qu'il s'est installé au Canada un important déficit démocratique. La participation déclinante aux élections; la difficulté grandissante des partis à recruter des candidats de valeur; la représentativité très relative des élus par rapport à l'ensemble de la société; la piètre estime dans laquelle la population tient les institutions politiques sont autant de symptômes d'un malaise galopant.

Dans ce contexte, personne ne saurait s'opposer d'emblée au projet de Paul Martin de donner davantage de pouvoir aux députés. Pour que les débats législatifs retrouvent un minimum de pertinence, encore faudrait-il que leur issue ne soit pas toujours déterminée d'avance. Pour autant, et comme beaucoup d'autres belles paroles du nouveau premier ministre ces temps-ci, ses intentions sont loin d'être à la hauteur des ambitions qu'il prétend caresser. Si Paul Martin s'était attaqué à la crise des finances publiques aussi timidement qu'il s'est engagé à le faire dans le cas du déficit démocratique, le budget fédéral serait encore dans le rouge!

En rehaussant le rôle des députés, le premier ministre veut donner un plus grand sens à leur vie parlementaire. Voilà qui est bien pour eux — et qui tombe bien pour lui. Le Parlement actuel a vu les deux principaux chefs aux Communes, Jean Chrétien et Stockwell Day, succomber à des mutineries. Paul Martin est arrivé au pouvoir avec l'appui d'un nombre encombrant de députés. D'autres de ses loyaux partisans pourraient rejoindre le gouvernement après les élections. Sachant que l'oisiveté des députés est rarement garante de la santé d'un chef, le premier ministre a intérêt à occuper le plus de gens possible en leur donnant le plus d'importance possible.

L'industrie du lobbying, qui a servi de refuge à tant de loyaux lieutenants de M. Martin pendant le règne Chrétien, est une des gagnantes de cette réforme. En étoffant la fonction de député, le gouvernement multiplie les portes sur lesquelles les lobbyistes peuvent frapper pour avoir accès au processus décisionnel. Il est plus facile et désormais presque aussi rentable de cultiver un député qu'un ministre...

Cela dit, le Parlement ne se résume pas aux Communes. Il y a également le Sénat, un endroit où tout ne tourne jamais complètement rond dans le meilleur des mondes. À témoin, le blocage à la Chambre haute l'automne dernier du nouveau code d'éthique et de la nouvelle carte électorale. Les Canadiens ne se reconnaissent plus depuis longtemps dans un Sénat réservé, sauf exception, aux seuls libéraux et conservateurs. À ceux-là, il faudra désormais ajouter un groupe d'irréductibles Tories qui préfèrent mourir orphelins au Sénat que de vivre leurs dernières années à la chambre haute au sein de la famille conservatrice réunifiée.

Le problème de la légitimité du sénat n'est pas nouveau, mais cela n'empêche pas M. Martin de nager en pleine improvisation lorsqu'il en est question. Il a récemment suggéré que les députés participent au choix des sénateurs, une proposition prestement retirée devant le tollé qu'elle a suscité. Sur ce tableau, Paul Martin aurait été prêt à donner aux députés une influence qu'il refuse aux provinces. Au chapitre de la nécessité d'une réforme du Sénat, le premier ministre traîne la patte derrière l'opposition, puisque aussi bien le NPD que le nouveau Parti conservateur considèrent que le *statu quo* n'est plus tenable.

Autant le premier ministre Martin semble disposé à explorer toutes les avenues pour accroître le pouvoir des députés, autant il ne manifeste pas tellement d'intérêt pour augmenter l'influence des électeurs. Ces derniers ont pourtant de plus en plus de raisons systémiques de se désintéresser de la chose électorale.

La publication d'un sondage la semaine dernière a encore confirmé que, pour ce qui est de son gouvernement, le Canada était devenu un pays à parti unique. À 51 %, le PLC dispose actuellement de presque deux fois plus d'appuis que son plus proche rival, le Parti conservateur (24 %). Surtout, toutes formations confondues, seul son chef émerge comme un premier ministre crédible. Une pluralité de ceux qui entendent voter pour chacun des autres partis considèrent que Paul Martin est plus apte à être premier ministre que le chef qu'ils veulent appuyer.

À 51 % des suffrages, le PLC balayerait le Canada aux prochaines élections. Même avec un tiers des votes au Québec, le Bloc pourrait devenir un groupe aux Communes. Le Parti conservateur et, à plus forte raison, le NPD n'auraient à peu près aucune chance d'avoir un contingent de députés correspondant à leurs pourcentages respectifs du vote.

Alors que cinq provinces dont le Québec se penchent actuellement sur une réforme électorale en profondeur, alors que le NPD fait de l'adoption d'un système plus proportionnel un de ses grands chevaux de bataille, le discours de M. Martin est largement attentiste sur l'aspect de la vie démocratique canadienne qui touche directement le plus grand nombre d'électeurs.

Le nouveau premier ministre ne manque jamais une occasion d'affirmer qu'il veut faire une plus grande place aux femmes dans l'arène politique. Il en a fait accéder plusieurs au cabinet. Mais, en même temps, M. Martin permet que le processus d'investiture de son parti tourne à la foire d'empoigne au niveau local. Dans un nombre dérangeant de cas, les cibles de ces batailles livrées à coup de cartes de membres sont des femmes. À cet égard, Sheila Copps est un cas parmi d'autres.

Ce résultat n'était pas imprévisible. Dans le passé, les femmes candidates se sont toujours moins bien tirées de ce type de batailles que les hommes. Surtout, elles sont beaucoup moins disposées que leurs collègues masculins à subir un tel baptême du feu pour faire de la politique. Si le premier ministre pense sérieusement qu'il va attirer davantage de candidates dans ce genre de climat, il a intérêt à retourner faire ses devoirs.

Si la tendance se maintient et si M. Martin s'en tient à ses intentions actuelles, loin de se résorber, le déficit démocratique au Canada augmentera sous sa gouvernance.

chebert@thestar.com
Chantal Hébert est columnist politique
au Toronto Star.



CHRIS WATTIE REUTERS

La confusion qui régnait sur la gravité de la panne et des problèmes subséquents de communication sont parmi les lacunes observées au cours de la panne de la mi-août qui a plongé dans le noir la majeure partie de l'Ontario et une bonne portion du nord-est des États-Unis.

Ottawa a appliqué un plan d'urgence datant de la guerre froide

JIM BRONSKILL
PRESSE CANADIENNE

fédéral devait lui donner un coup de main.

Ottawa — Au moment de la mégapanne d'électricité de l'été dernier, le gouvernement fédéral a dû appliquer un plan d'urgence datant de la guerre froide, qui a nettement besoin d'une révision.

Des notes internes dont la Presse canadienne a pris connaissance grâce à la Loi d'accès à l'information révèlent que ce manuel dépassé, la confusion qui régnait sur la gravité de la panne et des problèmes subséquents de communication sont parmi les lacunes observées au cours de la panne de la mi-août qui a plongé dans le noir la majeure partie de l'Ontario et une bonne portion du nord-est des États-Unis. Quelque 50 millions de personnes ont alors été affectées par la défaillance, qui a pris naissance en Ohio le 14 août et a déclenché une série de pannes en cascade.

En Ontario, la province avait la responsabilité de s'occuper du problème, mais le gouvernement

Un guide dépassé

Or, le Guide du gouvernement pour les situations d'urgence, qui est censé servir de plan fédéral de coordination en cas d'urgence, est vraiment dépassé, souligne la note d'un analyste du Bureau de la protection des infrastructures essentielles et de la protection civile.

L'ouvrage « a été préparé à l'époque de la guerre froide, pour fournir une assistance civile à la mobilisation militaire en cas d'incursion soviétique en Allemagne [...] ou d'autres types d'urgences nucléaires ou nationales dans le contexte de la guerre froide », écrit l'analyste. Il a besoin d'une sérieuse révision, pour refléter la nouvelle réalité des événements qui pourraient survenir en Amérique du Nord, y compris des cyberattaques, des incidents attribuables au terrorisme et des défaillances d'infrastructures essentielles résultant d'une panne d'électricité.

Le Bureau de la protection des infrastructures a récemment été intégré au nouveau ministère de la Sécurité publique et de la protection civile créé par le premier ministre Paul Martin.

Un porte-parole de l'agence, Max London, a assuré en entrevue que le manuel, quoique désuet, n'avait pas entravé la réaction fédérale à la mégapanne, mais il a reconnu que l'ouvrage avait besoin d'une bonne mise à jour, ajoutant que le processus avait débuté.

Les notes internes révèlent que des membres du personnel d'urgence fédéral ont attendu une dizaine de minutes et quitté le travail comme d'habitude, présumant, un peu trop vite, que la panne, survenue vers la fin de la journée de travail, n'était qu'un problème local. Les documents indiquent aussi qu'il a fallu trois jours au Bureau pour obtenir certaines informations importantes du ministère des Ressources naturelles, responsable du secteur de l'énergie et des entreprises de service public.

Les citoyens de la Colombie-Britannique réfléchissent à la réforme électorale

PRESSE CANADIENNE

Vancouver — Dans une démarche sans précédent qui pourrait changer le système électoral de la Colombie-Britannique, l'Assemblée des citoyens sur la réforme électorale s'est réunie pour la première fois samedi.

Ce groupe de simples citoyens sélectionnés dans chacune des 79 circonscriptions de la province a amorcé les discussions pour modifier l'actuel système uninominal à un tour, qui fait en sorte que le candidat ayant recueilli le plus de votes est élu.

Le mode de scrutin à vote unique transférable, où les électeurs font une liste des candidats par ordre de préférence, et le système de représentation

proportionnel, où chaque parti reçoit un nombre de sièges en proportion du pourcentage de suffrages recueillis, seront aussi au menu des discussions. De plus, les citoyens étudieront des systèmes mixtes.

La démarche, qui nécessitera l'organisation de plusieurs assemblées publiques à travers la province, pourrait mener à un référendum sur des changements au système électoral.

Plusieurs participants ont qualifié l'expérience d'historique, soulignant tout de même qu'ils ne chômeront pas en s'initiant aux différents systèmes qui leur seront présentés. « Avec un peu de chance, nous réussirons à décider ce qui est le mieux pour notre province », a déclaré un des participants.

Sommet des Amériques

Bush et Fox, une amitié mise à l'épreuve

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Amis intimes lors de leur prise de fonctions il y a trois ans, le président américain George W. Bush et son homologue mexicain Vicente Fox ont vu leur amitié mise à l'épreuve depuis le 11 septembre 2001, mais le Sommet des Amériques qui s'ouvre aujourd'hui à Monterrey (Mexique) pourrait signer leur réconciliation.

Ces deux propriétaires de ranch, de part et d'autre du Rio Bravo, auront leur septième face-à-face en marge du sommet, quelques jours après la proposition par le président Bush d'une réforme de l'immigration qui pourrait bénéficier aux quatre millions de clandestins mexicains installés aux États-Unis.

Fox s'est montré satisfait devant ces propositions, qualifiées de « grand pas en avant », même si son gouvernement aurait souhaité « quelque chose de plus ».

M. Fox avait fait campagne pour la présidence mexicaine en expliquant qu'il chercherait à négocier avec les États-Unis une réforme de l'immigration améliorant le sort des Mexicains vivant dans ce pays, et ce thème est devenu une priorité de sa présidence.

Lune de miel éternelle

Tous deux anciens gouverneurs d'État, l'un au Texas l'autre au Guanajuato, hommes d'affaires, pieux, propriétaires terriens et ayant une faiblesse pour les bottes texanes: les deux hommes semblaient promis à une lune de miel éternelle.

C'est au Mexique que M. Bush a fait son premier voyage présidentiel à l'étranger, en février 2001. Le 5 septembre de la même année, M. Fox était reçu en grande pompe à la Maison-Blanche. M. Fox espérait alors que la réforme américaine de l'immigration pourrait intervenir dès la fin de l'année.

Quelques jours plus tard, cependant, les attentats du 11 septembre ont mis à bas tous ces espoirs, Washington préférant fermer plutôt qu'ouvrir ses frontières pour mieux lutter contre le terrorisme, nouvelle priorité nationale. Après un temps de répit, M. Fox a cependant fait savoir aux autorités américaines qu'il souhaitait toujours que le dossier de l'immigration progresse.

Les relations se sont tendues un peu plus avec les projets guerriers des États-Unis en Irak. Le Mexique, qui siègeait alors au Conseil de sécurité de l'ONU, a en effet refusé d'appuyer un projet de résolution américain qui aurait explicitement autorisé la guerre.

Les critiques de l'action américaine prononcées à l'inter-venue régulier par l'ambassadeur mexicain à l'ONU, Adolfo Aguilar Zinser, n'ont rien fait pour améliorer les choses, jusqu'à ce que M. Fox obtienne sa démission fin 2003, sous les pressions américaines selon certains responsables mexicains. « De fait, peu de pays ont vu leurs relations avec les États-Unis se dégrader autant que le Mexique depuis les attentats de septembre 2001 », a estimé récemment le président du Dialogue interaméricain, Peter Hakim.

Désormais Washington attend de Mexico une aide pour éviter l'entrée de terroristes sur son territoire, et se montre satisfait de la coopération bilatérale dans le domaine de la sécurité. « Bien sûr, nous avons traversé une période difficile avec l'Irak », déclarait vendredi la conseillère présidentielle américaine à la sécurité nationale, Condoleezza Rice. Mais la relation avec le Mexique, un pays lié aux États-Unis par 3200 km de frontière et l'Alliance de libre échange nord-américain (ALENA) depuis 1994, est « l'une des plus importantes, l'une des plus étroites », ajoutait-elle.

À la demande des autorités américaines, deux vols entre Mexico et Los Angeles ont été annulés les 31 décembre et 1^{er} janvier, pour raisons de sécurité, et le Mexique a décidé de prolonger pour le moment les importantes mesures de sécurité en vigueur dans ses aéroports.

EN BREF

Des peanuts pour les chargés de cours

(Le Devoir) — Les chargés de cours de l'Université du Québec en Outaouais vont distribuer aujourd'hui des cacahuètes à la communauté universitaire pour dénoncer les faibles offres patronales en ce qui a trait à l'augmentation salariale. Les trois dernières rencontres entre le syndicat et l'employeur n'ont pas permis aux deux parties d'arriver à une entente. Rappelons que le 30 octobre 2003 les membres du syndicat

ont voté à 100 % un mandat de grève qui pourrait être exercé au moment jugé opportun. Devant l'impasse des négociations, l'employeur a demandé la conciliation le 19 décembre dernier. Les chargés de cours revendiquent le salaire que les professeurs gagnaient en 1998-1999, mais la partie patronale refuse ce rattrapage salarial. « Sans rattrapage salarial, il n'y aura pas de règlement à la table de négociations », affirme Jacques Bazinet, conseiller syndical à la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ). Les deux parties doivent se rencontrer de nouveau au cours du mois pour tenter de régler le litige.



Martial BOUCHER

Le beau risque de la vie
2^e secondaire

Enseignement moral.

LIDEC inc.

(514) 843-9991

• LES ACTUALITÉS •

Inquiétude autour d'un patient de 35 ans

La crainte du SRAS s'intensifie dans le sud de la Chine



Deux employés vaporisent un insecticide dans les rues de Canton.

ASSOCIATED PRESS
AGENCE FRANCE-PRESSE

Canton — Les autorités sanitaires de Hong Kong ont annoncé hier la découverte d'un nouveau cas suspect de SRAS dans la province chinoise voisine du Guangdong, d'où était partie l'épidémie il y a un peu plus d'un an.

Les autorités chinoises ont toutefois informé hier soir l'Organisation mondiale de la santé (OMS) que les tests réalisés sur ce patient ne permettaient pas pour l'instant de le considérer comme un cas suspect de SRAS. Le bilan reste donc d'un seul cas confirmé de cette maladie à ce jour.

Le patient en question, un homme de 35 ans, a été isolé et hospitalisé dans un état stationnaire.

«*Ils ne l'ont pas classé comme un cas suspect de SRAS*», a précisé Bob Dietz, porte-parole de l'OMS à Pékin.

Un cas confirmé

Un cas de pneumonie atypique avait été confirmé la semaine dernière à Canton chez un producteur de télévision de 32 ans. Le patient, dont la maladie avait été officiellement diagnostiquée comme le SRAS lundi par le gouvernement chinois et l'OMS, est sorti depuis guéri de l'hôpital.

Une serveuse de restaurant de 20 ans est également soupçonnée d'avoir été contaminée par le virus du SRAS dans la même région. Elle a été isolée dans un hôpital de Canton où sa fièvre est tombée et son état est stationnaire.

Ces cas, survenant six mois après la fin de l'épidémie de SRAS, ont ravivé la crainte d'un retour attendu du virus avec l'hiver.

La pneumonie atypique était apparue dans le Guangdong en novembre 2002, avant de se répandre dans une trentaine de pays, principalement d'Asie, faisant 774 morts, dont 349 en Chine et 299 à Hong Kong, et plus de 8000 malades.

Deux cas isolés avaient été signalés cet automne, l'un à Singapour, l'autre à Taiwan, mais il s'agissait d'accidents de laboratoire chez des chercheurs. Ils ont tous deux guéri sans infecter d'autres personnes. «*Je pense qu'à cette période de l'année, l'apparition de cas sporadiques de SRAS dans la province du Guangdong n'est pas très surprenante*», a ajouté le D^r Tsang de Hong Kong.

L'OMS avait dit de son côté s'attendre à ce que de nombreux cas suspects soient signalés cet hiver, les symptômes du SRAS ressemblant à ceux de la grippe et autres maladies respiratoires. Elle a commencé samedi sa seconde enquête de l'année dans le sud de la Chine.

De fausses alertes ont été récemment lancées aux Philippines, à Hong Kong et en Russie.

Les autorités de Canton cherchent de leur côté à savoir comment le nouveau cas suspect aurait été contaminé. A ce stade,

elles ne pensent pas qu'il s'agisse d'une transmission par des animaux, a dit le D^r Tsang.

Civettes et rats

La civette, un gibier consommé dans le sud de la Chine, et d'autres animaux sont soupçonnés de porter et transmettre le virus du SRAS à l'homme et les autorités de Canton ont entrepris l'abattage des civettes de la ville. Elles ont également lancé une campagne d'extermination des rats et de coquerelles, provoquant l'inquiétude d'habitants devant la dispersion de 100 tonnes de poison dans les rues.

La Corée du Sud a déclaré hier avoir interdit l'importation de Chine de civettes, blaireaux et autres animaux soupçonnés de transmettre le virus du SRAS à l'homme.

L'OMS avait estimé avant l'annonce du deuxième cas suspect qu'il n'y avait pas de raison de s'alarmer, indiquant n'avoir «*aucune indication sur une épidémie de grande ampleur*».

Rien ne va plus sur les marchés aux civettes

BENJAMIN MORGAN
AGENCE FRANCE-PRESSE

Canton — Chen Ren gagnait plutôt bien sa vie en vendant des civettes sur le marché de Xinyuan, dans la grande ville du sud de la Chine, Canton.

Jusqu'à ce que ses animaux d'élevage soient récemment confisqués par les autorités lors d'une grande campagne d'éradication de ces petits mammifères ressemblant à des martres ou à des blaireaux, dont la chair est prisee des amateurs chinois.

Le motif: la civette est soupçonnée de transmettre à l'homme le virus du SRAS, dont un cas a été confirmé — un homme de 32 ans hospitalisé depuis le 20 décembre à Canton et qui a quitté, guéri, le 8 janvier l'hôpital. Deux autres cas suspects ont été découverts depuis à Canton.

Les autorités locales ont promis de dédommager les commerçants de Xinyuan, un des plus grands marchés d'espèces sauvages de la province du Guangdong, mais M. Chen attend toujours, et il n'a pas d'autres sources de revenus. «*On nous a promis de l'argent, mais on n'a encore rien vu venir*», dit-il après la confiscation et l'abattage de ses 54 civettes. «*Je ne peux rien faire, sauf attendre*», ajoute ce père de trois fillettes, âgé de 32 ans, entouré de cages de fer désormais vides.

Pour les forains du marché de Xinyuan, les règles d'hygiène étaient respectées, et rien ne prouverait que la civette soit responsable du retour du SRAS dans la région d'où est partie l'épidémie de pneumonie atypique en novembre 2002 avant de se répandre dans le monde via Hong Kong.

«*Regardez, on se porte parfaitement bien. Personne n'a le SRAS et nous mangeons de la civette tous les*

jours», déclare une femme, Mme Fang, qui ne donne que son nom de famille.

Le contraste avec leur situation d'avant l'apparition d'un nouveau cas de SRAS est terrible pour M. Chen et la cinquantaine d'autres marchands de civettes du marché.

Il y a une semaine, cet homme, venu faire fortune à Canton il y a six ans, vendait quatre à cinq animaux par jour, entre 50 et 100 yuans (7,5\$ à 15\$) la livre. Cela lui permettait de gagner quelque 1000 yuans par jour, une somme rondelette dans une province où le salaire moyen ne dépasse guère les 5000 yuans par mois.

Extermination

La contamination de l'homme par la civette n'a pas été formellement prouvée, et le cas confirmé de SRAS de Canton a guéri et n'a infecté personne. Le cas suspect, une serveuse de restaurant, ne semble pas non

plus avoir fait d'autre malade et se trouve dans un état stationnaire. On ne savait pas encore grand-chose hier du second cas suspect, un homme de 35 ans. Mais les autorités chinoises, critiquées l'an dernier pour leur gestion du SRAS, n'ont pas voulu prendre de risque.

Selon un quotidien de Canton, près de 4000 civettes avaient été confisquées et sans doute tuées à la date de samedi. On ignorait si la campagne d'abattage se poursuivait, alors que le nombre de civettes dans la ville est estimé à quelque 10 000.

Mais un vice-directeur des services de Santé de Canton, Yao Jianming, a déclaré que les animaux des marchés et élevages de la ville avaient été exterminés. Ceux élevés à l'extérieur n'ont pas été confisqués, a-t-il ajouté, selon le journal.

De nombreux élevages de civettes vendues dans le sud de la Chine sont situés dans des provinces du Centre, le Hunan et l'Anhui.

Spirit pourra explorer Mars
Le robot américain était immobilisé depuis le 3 janvier à la suite de problèmes techniques

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Le robot américain Spirit immobilisé sur Mars à la suite de problèmes techniques depuis son arrivée le 3 janvier pourrait commencer à arpenter le sol de la Planète rouge dès demain ou mercredi, ont annoncé des scientifiques de la Nasa.

Le robot «*est maintenant dressé sur toute sa hauteur et l'ensemble de ses six roues sont en position pour rouler sur la surface de Mars*», a déclaré dans la nuit de samedi à hier Jennifer Trospier, responsable de la mission au Jet Propulsion Laboratory de l'Agence spatiale américaine à Pasadena (Californie) où est situé le centre de contrôle de Spirit.

Les scientifiques de la Nasa considèrent en conséquence qu'il pourrait entamer ses déplacements à partir de demain soir ou

aux premières heures de la journée de mercredi.

Des problèmes pour rétracter un coussin d'air qui avait permis au robot de se poser sans dommage sur la planète avaient conduit à son immobilisation.

Mais, les scientifiques estiment qu'ils peuvent désormais faire effectuer à l'engin une rotation de 120 degrés vers la droite afin d'éviter qu'il ne s'empêtre dans les restes du coussin d'air.

En attendant, de la plate-forme située au milieu du cratère Gusev où il s'est posé, le robot continue d'envoyer vers la Terre des images en couleurs d'une haute résolution.

La mission Mars Exploration Rover a pour but de réaliser une analyse géologique du sol martien afin d'établir si les conditions nécessaires à la vie ont existé sur cette planète.

Les yeux grands ouverts

Une Britannique privée de sommeil remporte une émission de télé-réalité controversée

AGENCE FRANCE-PRESSE

Londres — Une jeune stagiaire de la police britannique a remporté samedi soir 97 000 livres sterling (228 000 dollars) dans une nouvelle émission de télé-réalité sur Channel 4, en parvenant à ne pas dormir pendant une semaine.

Clare Southern, 19 ans, a remporté le premier prix en se tenant éveillée 90 minutes de plus que ses deux derniers concurrents et en étant la dernière à plonger dans un profond sommeil. Au cours de l'ultime épreuve, les concurrents devaient s'allonger sur des lits dans des pièces plongées dans l'obscurité, le dernier à s'endormir était déclaré gagnant.

«*Je ne pensais pas que je tiendrais une seconde de plus dès que je me suis allongée dans le lit, mais j'ai pu rester éveillée jusqu'à la fin*», a déclaré Clare Southern qui n'a pratiquement pas dormi pendant 178 heures.

Un porte-parole de Channel 4 a assuré que les candidats étaient autorisés à quelques siestes très brèves et qu'ils faisaient l'objet d'un suivi médical.

L'émission de la chaîne privée,

baptisée *Shattered* (littéralement: *Crevé*), a donné lieu à de nombreuses critiques, tant de la part des spectateurs que du corps médical qui a estimé qu'elle présentait un danger pour la santé de ses participants.

Un psychologue de l'Université de Birmingham, Gary Wood, a qualifié «*d'humiliante*» cette émission qui, selon lui, était susceptible de provoquer des troubles psychologiques chez les concurrents.

Plusieurs d'entre eux se sont en effet plaints d'hallucinations et d'épuisement.

Les concurrents devaient se soumettre à divers tests d'endurance, comme par exemple regarder une vidéo de 20 minutes montrant des gens en train de bâiller, ou encore regarder de la peinture sécher pendant une heure. Les moins résistants ont été éliminés au fil des émissions, diffusées chaque soir depuis le début de la semaine.

Le groupe perdait 1000 livres (2350 \$) de la récompense finale promise de 100 000 livres (235 000 \$) chaque fois qu'un de ses membres restait endormi plus de dix secondes.

Tintin a 75 ans



FRANÇOIS LENOIR REUTERS

LE CÉLÈBRE reporter Tintin a fêté ses 75 années d'existence samedi dernier. Le jeune journaliste est en effet apparu pour la première fois le 10 janvier 1929 dans Tintin au pays des Soviets. Depuis, 23 albums des aventures de Tintin ont été publiés, traduits en plus de 50 langues et vendus à 200 millions d'exemplaires. La Monnaie royale de Belgique a émis une pièce de 10 euros en argent à son effigie pour marquer l'événement. Différentes activités, dont des expositions et des défilés, étaient organisées en Belgique pour souligner l'anniversaire de Tintin. La France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont également commémoré la naissance du sympathique personnage, qui a émergé de l'imaginaire créatif de Georges Remi, dit Hergé.

Même si les opinions divergent quant aux remèdes

Parmalat: l'Italie entière réclame une réforme des organismes de contrôle

MAURICE LUBATTI
AGENCE FRANCE-PRESSE

Milan — Une réforme de la chaîne de contrôle de la gouvernance d'entreprise et de la tutelle de l'épargne s'impose aux dirigeants italiens alors que le pays découvre jour après jour l'ampleur du gouffre financier laissé par les anciens gestionnaires du groupe Parmalat aujourd'hui en prison.

Le ministre de l'Économie, Giulio Tremonti, répète à l'envi que «*tout le monde est d'accord*» pour que soit réformé le système actuel divisé en quatre organismes: l'autorité boursière Consob, celle des assurances Isvap, celle des fonds de pension Covip et la banque d'Italie.

Intransigeance

Si le diagnostic ne fait guère de doute, les opinions divergent quant aux remèdes, ce qui suscite des polémiques au sein de la classe politique italienne.

Le célèbre homme d'affaires Luciano Benetton est sorti de sa réserve pour plaider en faveur de davantage d'intransigeance en matière de gouvernance d'entreprise tout en défendant le modèle de la société familiale.

«*Toutes les entreprises doivent procéder à leur propre examen avec la plus grande rigueur. Les banques et les organismes de révision des comptes doivent être également plus rigoureux*», a-t-il déclaré au quotidien *La Repubblica*.

M. Benetton a rappelé le précédent de l'affaire Enron aux États-Unis, elle aussi provoquée par un défaut de vigilance. «*Aujourd'hui, nous devons faire comme les Américains: changer rapidement le système afin de regagner une crédibilité aux yeux du monde*», a-t-il souligné.

Le retentissement international du krach ayant frappé le géant du lait longue durée (UHT) menace de nuire aux autres entreprises de la péninsule, d'autant que Parma-

lat avait fait appel au plus grand nom de la banque mondiale.

Une liste de banques étrangères ayant participé à l'émission de 76 % du total des obligations Parmalat a été publiée hier par *La Repubblica*. On y trouve côte à côte JP Morgan Chase (21 %), Merrill Lynch (11 %), Morgan Stanley (11 %), UBS (8 %), Paribas (7 %), Barclays (5 %), Ssb (4 %), Deutsche Bank (4 %), Nomura (2 %), Bear Stearns (2 %) et Csb (1 %).

Un statut des épargnants

Le numéro deux du gouvernement italien, Gianfranco Fini, a plaidé samedi pour la création d'un «*vrai statut des épargnants*» et pour une réforme limitant les relations de faveur entre banques et entreprises.

Il faut arriver à «*un vrai statut de l'épargnant*» afin d'apporter «*certitude et transparence sur les comptes et sur le financement des entreprises privées*», a dit M. Fini en rejetant

par avance un simple changement précipité de responsables.

Il a appelé à attendre les résultats d'une enquête parlementaire qui doit aboutir fin février.

Le ministre de l'Économie souhaite l'instauration d'une autorité unique sur le modèle britannique de la Financial Services Authority (FSA). Cette solution aurait pour effet de redéfinir les fonctions du gouverneur de la Banque d'Italie, Antonio Fazio, nommé à vie et qui n'a ménagé pas ses critiques à l'égard de la gestion de M. Tremonti.

L'option du ministre, interprétée comme un moyen de se venger du gouverneur, ne fait pas l'unanimité dans la majorité de droite, ni au centre gauche où l'on défend les prérogatives de la Banque d'Italie.

Signe des désaccords, la présentation en conseil des ministres d'un projet de loi, annoncée à deux reprises comme imminente, a été différée.

LE DEVOIR

LE MONDE

EN BREF

« Pour une nouvelle Haïti »

Port-au-Prince (AFP) — Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté pacifiquement hier en fin de matinée à Port-au-Prince pour réclamer la démission du président Jean-Bertrand Aristide, a constaté un journaliste de l'AFP. Cette manifestation, à l'appel de la Plate-forme démocratique de la société civile et des partis d'opposition, est la plus importante de toutes celles organisées par l'opposition depuis l'automne. Quelques tentatives de partisans du pouvoir de troubler le défilé du cortège par des jets de pierres ont échoué, devant la fermeté de la police anti-émeute présente pour encadrer le cortège. À l'issue de la manifestation, la présidence haïtienne a annoncé que le président Aristide s'adresserait à la nation ce matin, avant de s'envoler pour Monterrey (Mexique), où il participera au Sommet des Amériques. Partis de Pétion-Ville, les manifestants portaient une large bannière arborant, avec les armes d'Haïti et la devise du pays « Union fait la force », l'inscription « Marchons pour une nouvelle Haïti ». Les organisateurs avaient demandé aux participants de rentrer leurs chemises dans leurs pantalons pour bien montrer qu'ils ne portaient pas d'armes.

Mandela absent de l'ANC

Pietermaritzbourg, Afrique du Sud (Reuters) — L'ancien président sud-africain Nelson Mandela ne s'est pas présenté à la fête de lancement de la campagne électorale de l'ANC, au pouvoir à Pretoria, où les responsables du mouvement ont tenu à relativiser l'importance de son absence. « Je ne crois pas qu'il faille voir grand-chose dans l'absence de Mandela », a déclaré Malusi Gigaba, président de la Ligue de la jeunesse du Congrès national africain, une organisation fondée par l'ancien président. « Sa présence aurait été un plus, mais ça ne pose aucun problème qu'il ne soit pas venu », a-t-il expliqué à Reuters. De hauts responsables de l'ANC ont dit avoir appris l'absence de Mandela au dernier moment, et ne pas avoir reçu d'explication. On ne pouvait contacter dans l'immédiat aucun porte-parole dans l'entourage de Mandela ou au sein de la Fondation Nelson Mandela. D'autres hauts responsables de l'ANC ont rejeté l'hypothèse selon laquelle l'absence de l'ancien président résultait des divergences opposant apparemment ce dernier au président Thabo Mbeki, notamment sur le dossier de la lutte contre le sida, virulent en Afrique du Sud. La dernière apparition de Mandela en public avait eu lieu à l'occasion de la fête de Noël qu'il donne chaque année pour les enfants dans son village natal de Qunu. En menant en 1994 l'ANC à la victoire aux élections Mandela avait mis fin au régime ségrégationniste de l'apartheid.

Mais où est donc Karadzic ?

Pale, Bosnie (Reuters) — Les soldats de la Force de stabilisation (Sfor) ont traqué au cours du week-end l'ancien président bosno-serbe Radovan Karadzic, inculpé de crimes de guerre, sur la foi de renseignements voulant qu'il ait recherché une aide médicale dans son ancien fief de Pale près de Sarajevo. Si Karadzic se trouvait bel et bien dans le secteur, il semble avoir échappé au filet tendu par les hommes de la Sfor. Hier à la tombée de la nuit, une unité a cependant arrêté un individu devant un hôtel de la station de ski, le présentant comme un « partisan » de Karadzic. Lancement leur opération dès samedi, les troupes de la Sfor ont fouillé de fond en comble un hôpital, une église et divers bâtiments privés dont la maison de l'épouse de Karadzic, allant jusqu'à regarder sous les lits, dans les armoires et jusqu'à inspecter le clocher de l'église. « Ils ont recherché mon mari dans les murs, dans chaque coin de la maison, et, complètement absurde, dans la fosse sceptique », a dit l'épouse de Karadzic, Ljiljana, en ajoutant : « Ils semblent croire que Radovan se cache comme Saddam Hussein. »

Blair promet de partir si...

Londres (Reuters) — Tony Blair s'est engagé hier à démissionner si le rapport prochainement attendu de Lord Hutton sur le suicide du chercheur David Kelly en juillet dernier concluait que le premier ministre avait menti au sujet de cette affaire. Dans un entretien à la BBC Television, Blair a constaté qu'il existait de « très graves allégations » à son encontre de la part du Parti conservateur et de certaines franges des médias, mais il s'est dit très optimiste sur les chances que ce rapport attendu dans les prochaines semaines le dédouane. David Kelly, expert en armements irakiens,



s'est donné la mort après avoir été désigné par le gouvernement comme la source d'un reportage de la BBC affirmant que Blair avait exagéré sciemment la menace d'un arsenal non conventionnel irakien pour justifier l'invasion du pays. Plusieurs jours après la mort du chercheur, Blair a démenti avoir autorisé la moindre fuite sur le nom de Kelly. Le premier ministre a souligné que le rapport que la commission Hutton était en train de rédiger après avoir entendu les principaux acteurs de l'affaire serait définitif et que lui-même ne refuserait pas un débat sur ses conclusions. « Ce que conclura le juge [Hutton] sera d'une énorme force de persuasion pour l'opinion publique et j'espère pour les médias », a dit Blair. Selon certaines spéculations, le premier ministre a joué un rôle, contrairement à ses affirmations, dans la divulgation du nom du chercheur.

Une épouse par palais ?

Mbabane (Reuters) — Le roi Mswati du Swaziland a demandé au gouvernement des fonds pour la rénovation des trois principaux palais et la construction d'autres résidences pour chacune de ses 11 épouses, a-t-on appris de source proche du palais royal. Le Times of Swaziland rapporte que Mswati, dernier monarque absolu d'Afrique noire, a réclamé 15 millions de dollars, et qu'une souscription spéciale sera lancée par ce que le gouvernement de ce pays ravagé par la sécheresse et par l'épidémie de sida ne dispose pas de cette somme. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), les récoltes seront en baisse pour la cinquième année consécutive. D'ici fin janvier, le quart au moins des 1,1 million d'habitants du Swaziland dépendront de l'aide alimentaire du PAM et d'autres instances. Il y a deux mois, le roi a désigné 17 membres de sa famille et des fidèles comme membres du gouvernement. Le monarque possède de nombreuses terres et propriétés mais l'étendue de sa fortune est considérée comme un secret d'Etat.



Un soldat américain fouillait un Irakien, hier à Bagdad, pendant qu'un autre montait la garde. Le nombre de soldats américains tués en Irak est de 495 morts, a annoncé le Pentagone, hier, près de dix mois après l'invasion du pays par les troupes américano-anglaises. Le nombre d'Américains blessés lors d'opérations militaires depuis le début de la guerre contre le régime de Saddam Hussein, le 20 mars 2003, s'élève à 2849, toujours selon le Pentagone, dont la grande majorité (2461) au combat.

Les chômeurs descendent dans la rue

La colère gronde dans le sud de l'Irak

ASSOCIATED PRESS

Amara, Irak — Les affrontements entre des centaines d'Irakiens et les soldats britanniques se sont poursuivis hier dans le sud de l'Irak, au lendemain de heurts qui avaient fait au moins cinq morts parmi les manifestants, et alors qu'un influent dirigeant chiite s'opposait à Washington sur la souveraineté de l'Irak. Les soldats britanniques chargés de garder l'hôtel de ville d'Amara (320 km au sud-est de Bagdad), qui abrite aussi la force d'occupation conduite par les États-Unis et le 1^{er} bataillon britannique d'infanterie légère, ont repoussé plus ou moins violemment plusieurs vagues de manifestants armés pour certains de bâtons et de pelles, voire de bombes artisanales.

Les protestataires réclament du travail que les autorités leur auraient promis, dans une ville de 400 000 habitants où la force de sécurité de Saddam Hussein était le premier employeur jusqu'au renversement de la dictature. Les responsables britanniques et irakiens ont promis 8000 postes au délégué des manifestants dimanche, selon des témoins. Samedi, les soldats et la police irakienne ont tiré sur la foule, tuant cinq personnes selon les Britanniques, six selon des responsables hospitaliers.

La situation reste tendue également à Mossoul, où quatre obus de mortier ont explosé hier devant le bureau de l'Union patriotique du Kurdistan, sans faire de blessés, d'après les responsables. Deux explosions ont aussi eu lieu selon la police irakienne près des locaux

de la coalition à Kirkouk. Par ailleurs, les autorités ont annoncé la découverte à Bassorah des cadavres de deux hommes, dont un Irakien collaborant avec la coalition. A Bagdad, deux soldats estoniens en patrouille ont été légèrement blessés par une grenade, selon le porte-parole de leur armée, Peeter Tali. Pendant ce temps, la lutte contre la guérilla continue. Un ancien fedayin de Saddam Hussein accusé d'avoir tenté d'abattre un soldat le mois dernier a été arrêté hier chez lui à Takrit, où des armes ont été saisies, d'après le lieutenant colonel Steve Russell. Plusieurs miliciens présumés des Brigades Badr, bras armé du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII, chiite), ont aussi été interpellés dans cette ville, fief de Saddam Hussein. C'est dans ce contexte difficile que le grand ayatollah Ali al-Husseini al-Sistani, très écouté par les chiites qui représentent 60 % des 25 millions d'Irakiens, a pris position hier contre la procédure de transfert de souveraineté mise au point par les États-Unis et le Conseil intérimaire de gouvernement (CIG).

Ce religieux d'origine iranienne, le plus influent du pays, exige l'élection directe, et non par de grands électeurs, d'une Assemblée nationale provisoire à laquelle seront soumis le projet de Constitution et les accords concernant la présence des forces de la coalition après le transfert le 1^{er} juillet. Le dossier est délicat pour Washington, qui voudrait régler la question irakienne avant la présidentielle de novembre pour faciliter la réélection de George W. Bush, mais risque sa crédibilité s'il cède à l'ayatollah.

Rejet d'un grand nombre de candidats réformateurs pour les législatives

Tonnerre politique en Iran

AGENCE FRANCE-PRESSE

Téhéran — Une crise politique majeure a éclaté hier en Iran après le rejet par une instance dominée par les conservateurs d'un grand nombre de candidatures de réformateurs pour les élections législatives du 20 février, une mesure qualifiée de « coup d'Etat » par un député.

Au total, 2033 candidatures dont celles de plus de 80 députés réformateurs ont été invalidées par les commissions de la surveillance du Conseil des Gardiens de la constitution, selon le porte-parole des commissions, Seyyed Mohammad Jahromi. Le Parlement compte 290 députés dont 210 réformateurs.

Les Commissions ont expliqué ces rejets annoncés samedi par le « non-respect de l'islam » et « non-fidélité à la Constitution et au principe » de la primauté du religieux dans les affaires politiques, dont découlent les pouvoirs étendus du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei.

Parmi les candidatures rejetées figurent celles de Mohammad Reza Khatami, frère du président réformateur et chef du Front de la participation, le premier parti à la chambre, de Mohsen Mirjamadi, président de la Commission des Affaires étrangères et de la Sécurité nationale du Parlement, de Behzad Nabavi et de Mohsen Armin, tous des critiques du pouvoir conservateur. Selon certaines sources, jusqu'à près de la moitié des candidatures des 8145 inscrits ont été rejetées.

Le ministère de l'Intérieur, chargé de l'organisation du scrutin, a dénoncé le rejet comme « illégal ». « Les décisions de rejet qui ne tiennent pas compte de la loi électorale sont sans valeur et ne pourront être appliquées », a-t-il

averti soulignant que « beaucoup de rejets avaient été décidés hors du cadre légal ». Pour leur part, les gouverneurs de 27 des 28 provinces du pays ont menacé de démissionner d'ici une semaine si ces rejets étaient maintenus et accusé les commissions d'avoir pris ces décisions pour des motifs politiques, dans une lettre au président Mohammad Khatami.

Selon un responsable réformateur proche du gouvernement, « sept ou huit ministres ont déjà préparé leur lettre de démission » en cas de maintien du rejet.

Une soixantaine de députés réformateurs ont entamé dans l'après-midi un sit-in de protestation au Parlement à Téhéran.

« Nous continuerons notre sit-in tant que ces décisions ne seront pas révisées et dans le cas contraire nous allons passer aux étapes suivantes dans notre action de protestation », a déclaré le député de Téhéran, Ali Shakourirad, dont la candidature a été rejetée.

Venu soutenir les protestataires, Mohammad Ali Abtahi, vice-président chargé des relations avec le Parlement et des questions juridiques, a affirmé qu'il n'était « pas optimiste concernant une révision du rejet des candidatures ».

« Je considère ces rejets massifs de candidats comme un coup d'Etat et un changement de régime par des moyens non-militaires [...] Si cette décision est maintenue, il n'y aura pas d'élections, mais des nominations », a dit M. Mirdamadi.

Ces propos donnaient le ton des députés réformateurs après l'appel au calme lancé par M. Khatami à ses troupes. « Je ne suis pas d'accord avec ces rejets, mais nous devons réagir par les voies légales et dans le calme », a dit le chef de l'Etat.

100 000 colons dans les rues de Tel-Aviv

AGENCE FRANCE-PRESSE

Jérusalem — Israël a exigé hier de la Syrie qu'elle cesse son soutien « au terrorisme » pour reprendre les négociations de paix, alors qu'à Tel-Aviv environ 100 000 personnes ont manifesté contre les projets du premier ministre Ariel Sharon de démanteler des colonies juives.

En Cisjordanie, un Palestinien a été tué par des soldats israéliens qui ont ouvert le feu sur des lanceurs de pierres. Un kamikaze palestinien s'est tué près d'une colonie, sa ceinture explosive ayant sauté prématurément. Depuis le début de l'intifada fin septembre 2000, 3696 personnes ont été tuées dont 2770 Palestiniens et 860 Israéliens.

« Nous voudrions négocier et parvenir à la paix avec tout pays arabe [qui le souhaiterait] », a affirmé M. Sharon lors d'une conférence de presse à Jérusalem. « Bien entendu nous sommes prêts à négocier avec la Syrie. »

« Ce qui doit être fait c'est que la Syrie cesse son aide et son soutien au terrorisme. Si cela arrive, je crois qu'Israël sera très content de négocier, et cela, sans conditions préalables », a-t-il poursuivi.

« La Syrie est soupçonnée d'assurer une couverture au terrorisme en Irak et de coopérer avec l'Iran dans le terrorisme », a dit M. Sharon, accusant Damas d'aider le Hezbollah chiite libanais « qui continue à agir avec les Gardiens de la Révolution iranienne contre Israël » à partir du Liban.

Dans une interview publiée début décembre par le New York Times, le président syrien Bachar al-Assad a envisagé une reprise du dialogue avec Israël en vue de récupérer le plateau du Golan conquis en 1967, en échange de la paix.

La presse officielle syrienne a demandé samedi aux États-Unis d'intervenir pour relancer ce dialogue gelé depuis janvier 2000 après une impasse dans les pourparlers sur le Golan dont la restitution totale est exigée par la Syrie. M. Sharon a écarté un tel retrait.

Concernant les Palestiniens, le ministre de la Santé israélien Danny Naveh a menacé d'une annexion de secteurs de Cisjordanie si la direction palestinienne proclamait « unilatéralement un État indépendant ».

La direction palestinienne a affirmé son droit d'aller de l'avant « vers la création d'un État palestinien démocratique sur tous les territoires occupés en 1967 y compris Jérusalem, sa capitale », indépendamment d'un accord avec Israël qu'elle a accusé de poursuivre « des agressions » contre les Palestiniens.

Au centre de Tel-Aviv, quatre ministres israéliens se sont joints en soirée à environ 100 000 colons et sympathisants d'extrême droite qui ont dénoncé le plan de « séparation » présenté en décembre par M. Sharon, à l'appel du Conseil des implantations de Cisjordanie et de Gaza. Ce plan prévoit un redéploiement militaire israélien en Cisjordanie, une annexion de fait des secteurs dans ce territoire où sont installées les principales colonies et le démantèlement de quelques implantations isolées.

« Diviser notre terre, c'est défier Dieu », « Les colons constituent la vraie clôture de sécurité contre le terrorisme », proclamaient certaines pancartes.

« Nous avons tenté de mobiliser le maximum de membres du Likoud pour montrer à Sharon qu'il ne sera pas en mesure de faire ce qui lui plaît », a affirmé l'un des organisateurs, Shaul Goldstein.

Interrogé, M. Sharon a souligné que les « choses ne sont pas décidées par les manifestants, mais par le gouvernement [...] ».

Élection présidentielle américaine

Les démocrates affûtent leurs armes dans l'Iowa

REUTERS

Des Moines, Iowa — Les candidats à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de novembre aux États-Unis ont multiplié les piques contre le favori des sondages, Howard Dean, hier avant le caucus de l'Iowa le 19 janvier.

D'après un sondage Reuters/MSNBC/Zogby publié hier, Dean est donné gagnant dans l'Iowa, l'un des premiers États à se prononcer sur le choix du candidat démocrate appelé à affronter le président républicain George Bush le 2 novembre. Mais avec 25 % des intentions de vote, l'ancien gouverneur du Vermont ne devance que de deux points Richard Gephardt, élu du Missouri à la Chambre des représentants.

Suivent ensuite le sénateur du Massachusetts John Kerry avec 14 % et le sénateur de Caroline du Nord, John Edwards avec 13 %.

« Je pense que c'est très serré ici, et je pense que je vais gagner », a affirmé Gephardt au cours de l'émission de CBS, Face the Nation.

Le député du Missouri, qui a déjà participé à trois meetings électoraux dans l'Iowa avant même le débat entre les différents prétendants démocrates à Des Moines, la capitale de l'Etat, a renouvelé ses attaques contre Dean, coupable à ses yeux de déclarations contradictoires et d'inexpérience politique dans un pays se sentant menacé par des « terroristes » étrangers.

« [Les électeurs] regardent qui se sent sûr de lui, qui a de l'expérience, qui ne fait pas chaque jour une déclaration erronée devant être clarifiée le lendemain », a dit Gephardt. Critique virulent du président sortant, de la guerre en Irak et des dirigeants démocrates, Dean a en revanche choisi d'ignorer ses adversaires et a de nouveau préféré concentrer ses attaques contre Bush. Lors d'un petit déjeuner de campagne à Waterloo, dans l'Iowa, Dean a raillé les ambitions spatiales de Bush. « Le président a annoncé qu'il souhaitait aller sur Mars », a lancé Dean devant une foule nombreuse.

« Envoyez-le », a crié un homme dans le public. Dean a poursuivi : « J'ai une nouvelle à vous annoncer. Le président est déjà sur Mars. Il n'a aucune idée de ce qui se passe dans la vie des gens ordinaires. »

ÉDITORIAL

Mister Dean

Qui est Howard Dean? Cette interrogation, plus d'un média américain l'a formulée afin d'élucider le mystère d'un politicien qui intrigue plus que jamais auparavant. Entre l'arrestation de Saddam Hussein et un rebond plus ferme que prévu de l'économie, on prédisait ici et là une désaffection prononcée des Américains pour l'ex-gouverneur du Vermont. Rien de cela ne s'est avéré. Howard Dean résiste.

Tout au long de l'automne, une ribambelle de sondages ont été réalisés pour quantifier, comme chacun sait, l'humeur électorale. Parmi eux, il y en a un qui mérite une attention particulière. Il s'agit de celui commandé par *Time Magazine*-CNN au tout début de l'année en cours. Au grand étonnement des experts en la matière, Dean a récolté 46 % des intentions de vote, 51 % allant à Bush. Jongler avec la marge d'erreur, c'est constater que Dean tient d'autant mieux le coup que les nouvelles étaient bonnes pour Bush et que les concurrents à l'investiture démocrate avaient tous décidé d'attaquer Dean d'abord, Bush ensuite.

Il est vrai qu'un horizon s'est quelque peu modifié. On pense à celui des primaires. Les offensives anti-Dean qu'ont menées Dick Gephardt, dans l'Iowa, et Wesley Clark, dans le New Hampshire, ont eu leurs effets. Si l'ex-médecin du Vermont est toujours en avance, celle-ci est moins dominante qu'auparavant, mais risque fort de... remonter en flèche! On s'explique.



Serge Truffaut

Jusqu'à jeudi dernier, on croyait que Gephardt était en bonne voie de livrer un rude combat au favori de la base du parti démocrate. Cela valait jusqu'à ce que le gouverneur Tom Harkin de l'Iowa ne signe un coup d'éclat en apportant son soutien à Dean. Harkin a ceci de particulier, dit-on, qu'il est un poids-lourd du parti, une éminence grise, un parrain. C'est lui qui avait requinqué, il y a quatre ans de cela, la campagne de Gore en se rangeant à ses côtés. Mieux, en accordant son vote à Dean, Harkin vient d'ébranler l'establishment du parti.

C'est un secret de Polichinelle que les notables démocrates envisagent avec effroi une victoire de Dean à l'investiture. À ce dernier ils préfèrent, dans l'ordre, Gephardt, Joe Lieberman et John Kerry. Ce sont toujours eux, ces notables, qui répandent la prédiction suivante dans tous les médias: Dean sera aux élections de 2004 ce que McGovern fut aux élections de 1970 contre Richard Nixon, soit un désastre. Mais voilà, grâce à la curiosité suscitée par la question «qui est Howard Dean?», on sait que celui-ci n'est en rien un clone de McGovern. Bien au contraire. Déclinons.

Lorsque Dean est devenu gouverneur du Vermont en 1991, il a fait comme toute personne nouvellement élue: il a viré tous les conseillers de son prédécesseur, un républicain, à l'exception des... économistes, des fiscalistes. Qu'on se le tienne pour dit: Dean a peaufiné ses budgets en accordant ses violons à ceux de l'élite républicaine du Vermont. Il s'est avéré si orthodoxe en matière financière que le Vermont a récolté en 2001 la meilleure cote de crédit de tous les États de la Nouvelle-Angleterre. Et d'une.

Depuis une vingtaine d'années maintenant, il ne se passe pas une campagne sans que les candidats ne soient sommés de confier leur sentiment par rapport à la peine de mort. Celle en cours n'a évidemment pas fait exception. Et alors? Celui qui fut gouverneur d'un État où la peine de mort a été abolie y est favorable. Il est également un adversaire du contrôle des armes à feu. En fait, le seul dossier pour lequel il a adopté une politique digne d'être qualifiée de libérale est celui ayant trait aux droits des homosexuels. Point.

En ce qui concerne la politique étrangère, qui assure-t-on sera au centre de la grande finale, Howard Dean s'affiche comme un héritier de la doctrine que Bush père avait articulée après la tentative unilatérale de Ronald Reagan que Bush fils a reprise à son compte en lui donnant une épaisseur jamais constatée jusqu'à présent. Il est aussi multilatéraliste que l'était Bush père.

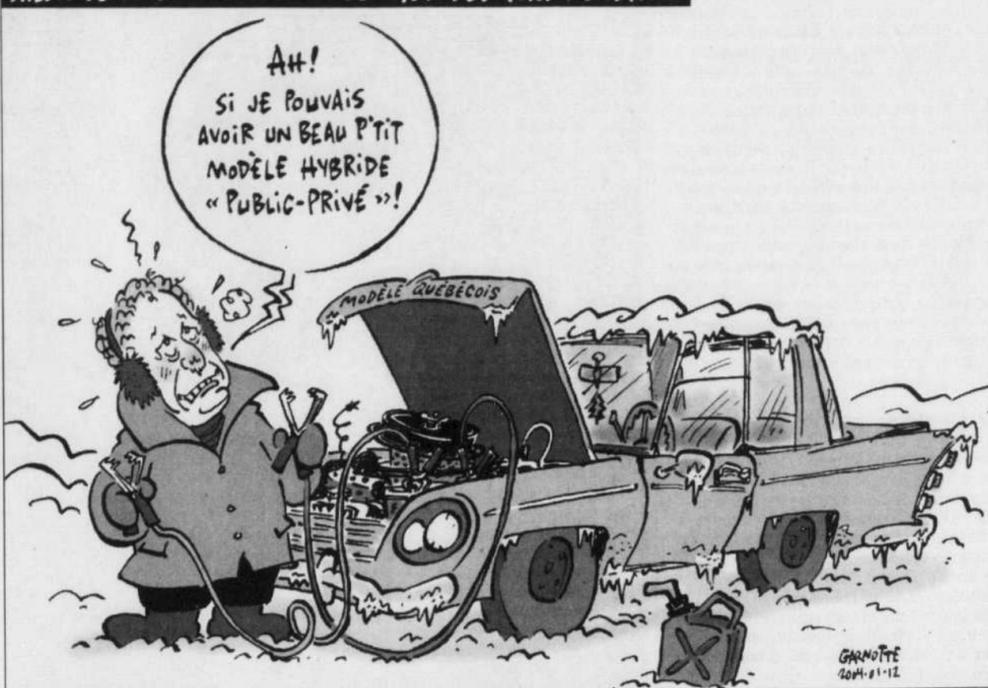
Pas d'implication militaire sans que tous les alliés européens, notamment, n'y adhèrent. Il s'affiche d'ailleurs comme un partisan de ces coalitions dont Bush père était friand. À l'instar de ce dernier, et à l'inverse de Bush fils et de Jimmy Carter, Howard Dean n'est pas un doctrinaire. Dans maintes entrevues il a confié son dédain, pour ne pas dire son aversion, pour tout ce qui relevait de près comme de loin de l'idéologie. Alors, qui est Howard Dean? Un pragmatique pur sucre.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

SALON DE L'AUTO: LES VOITURES HYBRIDES FONT RÊVER...



L E T T R E S

À en perdre son cyborg

Bell Mobilité propose un forfait à ses clients décrit de la manière suivante sur leur page promotionnelle: «Avec le service Internet mobile, vous avez partout et en tout temps accès à l'Internet et à des tonnes d'autres services passionnants, dont des jeux, tout ça à l'écran de votre téléphone numérique équipé pour Internet ou pour le réseau IX.»

Le tarif offert est de 5\$/mois pour une utilisation illimitée à l'intérieur de la Zone IX (d'où j'accède toujours). Or, je me suis rendu compte que j'étais facturé pour l'utilisation de ce service à 0,05\$/Ko, si j'utilisais l'une des applications Internet fournies avec l'appareil vendu par Bell, un Kyocera 7135, autre que le seul navigateur qui ne donne accès qu'aux seuls services de Bell offerts sur Internet.

J'ai donc téléphoné au service à la clientèle pour me faire donner une définition restrictive de l'accès à Internet: à savoir uniquement les rubriques offertes par Bell Mobilité, ce dont il n'est nul part fait mention dans leur promotion. Pourtant la définition d'Internet telle que donnée par le *Grand Dictionnaire de terminologie de l'OLF*, définition faisant largement consensus au sein du milieu informatique, spécifie: «Réseau informatique mondial constitué d'un ensemble de réseaux nationaux, régionaux et privés, qui sont reliés par le protocole de communication TCP/IP et qui coopèrent dans le but d'offrir une interface unique à leurs utilisateurs.»

Cette définition reste reconnue par tous, sauf Bell Mobilité semble-t-il. Le Cyborg BCE se prendrait-il pour Internet à lui tout seul?
Pierre-Alain Cotnoir

Difficile d'être juge?

Dans votre édition du 6 janvier vous publiez une dépêche de la Presse canadienne sous le titre «Juge, un boulot pas très populaire». L'essentiel de l'argument repose sur le fait que seulement douze (12) avocats auraient soumis leur candidature pour pourvoir un poste de juge. En corollaire, vous l'aurez compris, cet argument sous-entend que de meilleures conditions salariales attireraient sûrement plus de candidatures. Une manière plus subtile pour les juges du Québec de reprendre leurs demandes d'augmentation salariale que l'ancien gouvernement

péquistes avait reportées à plus tard.

Il y a d'abord la crédibilité du système de sélection. Lorsqu'on connaît le jeu des influences qui entoure pareils concours de sélection, il faut un certain courage pour relever le défi de présenter sa candidature. Que douze aient eu ce courage, c'est déjà beaucoup dans les circonstances. Après tout, un seul sera suffisant pour occuper le poste et les onze autres devront en faire leur deuil. Je suis d'avis que beaucoup d'avocats, avec expérience, demeurent toujours intéressés par le poste de juge, mais que le système qui entoure leur sélection les dissuade.

En second lieu, si le métier de juge était si difficile, il y en aurait sûrement beaucoup plus qui se retireraient à l'âge de 65 ans, comme c'est le cas pour la grande majorité des travailleurs et travailleuses. Nous n'avons qu'à penser au juge Jean-Guy Boilard qui n'a pas perdu beaucoup de temps pour revenir au travail après une démission pourtant fracassante et combien coûteuse pour les contribuables québécois. Ses conditions matérielles ne l'avaient pas laissé dans la misère et rien ne l'obligeait à reprendre cet emploi si peu populaire.

Je conclus en disant que lorsque le mode de sélection des juges aura fait ses preuves d'objectivité et d'indépendance il y aura alors un éventail beaucoup plus large d'avocats qui répondront aux appels de candidatures. Si cette question laisse songeur monsieur le Ministre, il n'a qu'à penser à tous les députés qui souhaiteraient être ministres pour deviner, un tant soit peu, le nombre d'avocats qui souhaiteraient être juges si les conditions de sélection leur assuraient objectivité et transparence.
Oscar Fortin

Pierre le Canadien

Il s'appelait Pierre Leblanc, il vient d'être assassiné le jour de Noël, dans d'atroces circonstances, à Port-Vila, au Vanuatu, un archipel oublié du Pacifique Sud. Pierre était citoyen canadien, son nom ne dira rien à personne. Il était né à Montréal il y a 56 ans, par un curieux hasard. Son père, négociant en café, refusant, pour des raisons médicales, que son épouse accouche en Afrique noire où ils vivaient alors, profita d'un voyage d'affaires au Canada pour y emmener sa femme, qui accoucha de leur

fil à Montréal. De retour en Afrique, Pierre eut la chance, puisqu'il en était le voisin, de faire son éducation avec les enfants du maréchal Leclerc de Hauteclouque et de bénéficier des meilleurs précepteurs. Il poursuivit des études d'ingénieur en optique à Paris à l'issue desquelles on lui proposa un poste de chercheur fonctionnaire. Mais il devait d'abord acquiescer la nationalité française (il était toujours canadien) et effectuer son service militaire. Ce qu'il refusa sans hésitation, ne voulant pas que l'État français «lui vole un an et demi de sa vie». Il retourna en Afrique où il devint guide de chasse. Il accompagna même à plusieurs reprises Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République, dans des chasses aux grands fauves. Puis il participa, en tant qu'ingénieur en optique, à la construction de l'observatoire astronomique d'Hawaï, ce qui lui apporta l'aisance financière. Une aisance de courte durée. Il se maria avec une Américaine. Le divorce le laissa sur la paille. En bout de course, il échoua au Vanuatu. Le pays venait d'obtenir son indépendance. Il travailla dans l'ingénierie de centrales thermiques et refit sa vie avec Véronique, une métisse, qui lui donna un fils il y a quatre ans. Pierre et Véronique ouvrirent en 2003 un magasin de souvenirs au sein de l'aéroport de Port-Vila. La fin de vie ne s'annonçait pas si mal. Des voleurs l'ont assassiné le soir du 25 décembre. Il est mort le lendemain. Véronique souffre d'une fracture du bras. La chose devient malheureusement de plus en plus fréquente dans ce pays pourtant accueillant, où la violence n'existait pas il y a encore trois ans, mais où la police, par faute de moyens et passivité, est totalement inefficace et absente. Bizarrement, je publie en mars prochain un recueil de nouvelles intitulées *Dernières nouvelles du blues*. Dans l'une des nouvelles, je parle de Pierre Leblanc ainsi que d'autres personnages que j'ai bien connus et qui semblent tous sortis de roman de Cendrars, London ou Mac Orlan. Pendant la rédaction je ne pouvais bien évidemment pas me douter que Pierre le Canadien (comme nous l'appelions là-bas) mourrait avant la publication de l'ouvrage au titre bizarrement prémoniteur.
Luc Baranger
Écrivain, Montréal

LIBRE OPINION

De la menace terroriste à la paranoïa

ZEHIRA HOUFANI

Écrivaine et journaliste, membre du Projet Solidarité Irak

Qui l'eût cru? En 2004, la plus grande puissance du monde se doit de se barricader, de boucler ses frontières, d'interdire le survol de son ciel, de s'armer jusqu'aux dents et même de souler les gens en ouvrant à fond les robinets de la peur, de la méfiance et de la suspicion, le tout, pour simplement jouir d'une festivité aussi universelle que la célébration du nouvel an, quand bien même grégorien. Qui l'eût cru? Et à qui la faute?

Si la première question ne pose aucun problème et tout un chacun peut se la poser, la seconde en revanche, soulève des tempêtes de toutes sortes d'un bout à l'autre de la planète. Ici, malgré l'effort gigantesque des gens de bonne foi qui cultivent le rapprochement des peuples et l'élan de solidarité spontanée des populations en faveur de la paix, on succombe facilement aux montages médiatiques plus vrais que nature de l'oncle Sam, les États-Unis d'Amérique.

La proximité de la culture (même si le Québec se distingue par une résistance permanente) et la convergence des intérêts politiques et économiques font en sorte que les gouvernements québécois et canadiens choisissent de se placer du côté de la force au détriment des droits de la personne. C'est dans cette optique qu'ils cautionnent la politique internationale des États-Unis, notamment en fournissant des soldats chargés de traquer et de liquider toute rébellion ou résistance afghane afin de «normaliser» la vie dans cette nouvelle colonie des États-Unis.

C'est exactement ce que font les forces d'occupation

en Irak: réduire au silence la résistance du peuple et se moquer du monde en exhibant l'image de quelques Irakiens choisis pour avoir appris la chanson du bienfait de la colonisation de leur pays, de manière à occulter le désastre humain et matériel infligé par les États-Unis à l'Irak.

Le parrain américain

Dans son message du nouvel an, le pape Jean-Paul II a lancé son traditionnel appel à la paix dans le monde et au partage équitable des ressources de la planète pour mettre fin à la violence. En tant que chef de l'Église chrétienne, il sait très bien ce qui se passe dans les coulisses de notre planète. Son message est très clair et les destinataires aisément identifiables. Qui pourrait croire qu'il s'adresse aux Irakiens, aux Palestiniens et encore moins aux Afghans en lutte contre l'occupation étrangère de leur pays?

Son appel est destiné aux puissants de ce monde, les États-Unis, véritables parrains de la violence à l'échelle planétaire. Car en ouvrant un nouveau front de la violence dans un Moyen-Orient où les droits humains sont déjà si malmenés, l'administration américaine a commis un crime avec de graves conséquences, notamment pour les Occidentaux, contraints de vivre suspendus au fil d'une menace permanente d'actes terroristes. C'est ainsi que les Américains, sous la gouverne d'une peur savamment alimentée par les médias, et surtout de la paranoïa d'un gouvernement conscient d'avoir semé tant de souffrances, détruit, massacré et poussé au désespoir des pans entiers de l'humanité, ont dû s'isoler du reste du monde pour fêter le nouvel an 2004. Triste réalité d'une humanité censée avoir évolué et tourné le dos aux époques sombres de son his-

toire, l'esclavage, l'extermination, la colonisation, etc.

Le désir de paix

Force est de constater pourtant que lorsqu'on est capable de semer le chaos où que l'on veuille, on est forcément capable de bâtir la paix si on en a le désir. Cela, Jean-Paul II le sait, le gouvernement américain aussi, je le sais, vous le savez et les résistants irakiens et tous les mouvements sociaux ou de libération qui se battent pour leurs droits dans le monde, le savent aussi.

L'invasion d'un pays reste une agression en toute circonstance et la dernière dans le palmarès des États-Unis interpelle la conscience universelle. Cela a pris du temps avant que la vérité ne reprenne ses droits, mais maintenant que les mensonges sont dissipés, que tout un chacun a compris les visées de l'administration américaine dans sa guerre en Irak, pour qu'on continue de prêter cette oreille assidue à la Maison-Blanche et lui accorder le bénéfice du doute quand elle se défend de coloniser l'Irak et parle de construire une démocratie? Merci Jean-René Dufort et votre émission de fin d'année pour m'épargner de citer la longue liste de pays où les États-Unis ont chanté le même refrain avant de les précipiter dans le gouffre et de leur tourner le dos comme de la marchandise avariée.

Forteresse

Pourquoi cette volonté affichée de soutenir un gouvernement raciste et méprisant comme celui du président Bush? N'est-ce pas raciste, indécent et hystérique que de vouloir humilier son prochain comme on l'a fait avec Saddam Hussein, quels que soient ses torts? C'est clair qu'à travers lui, on a délibérément ciblé les centaines de millions de musulmans et arabes rivés à

l'écran de leur téléviseur. Cela n'a rien d'une opération de justice prétendument pour le compte des Irakiens, mais plutôt d'une vengeance primaire qui satisfait l'obsession du clan Bush.

Y a-t-il la moindre grandeur dans l'attitude de la super-puissance, sinon l'agressivité à l'état brut et la volonté de soumettre les peuples récalcitrants, dans ce cas musulmans et arabes, à une domination conjointe américano-israélienne.

À force de manipulation et de désinformation, le président américain s'est offert le cadeau de Noël idéal, le président irakien déchu qu'il exhiba devant le monde. Un Saddam Hussein dépouillé de tout dignité, docile, soumis, conciliant et d'une lâcheté effarante. C'est incroyable comment l'administration américaine se confond avec Hollywood quand il s'agit d'abuser l'opinion internationale. Et c'est aussi incroyable, et surtout révoltant de voir comment le monde libre s'accommode de ce plat de coulevres qu'on lui sert à satiété. À coup sûr, voilà de quoi réhabiliter l'image de Bush mais à mal par le nombre de plus en plus grand de soldats américains qui tombent au nom de l'occupation de l'Irak.

D'ores et déjà, la machine de propagande états-unienne est en route pour trouver d'autres marchepieds en faveur de la réélection de George Bush et ses compères, quitte à emprisonner la planète dans un cercle de violence sans fin et à contraindre les populations nord-américaines à vivre la peur au ventre où qu'elles soient. Et nous contribuons tous, de gré ou de force, à cette forteresse. Mais quel goût a donc une «liberté» encadrée par la peur du terrorisme et la paranoïa? En vaut-elle la peine quand on sait la détresse du reste du monde?

IDÉES

Roméo Dallaire et le génocide rwandais

Que cherche Robin Philpot en brouillant lui-même les pistes?

ANDRÉ JOYAL

Professeur associé, Université du Québec à Trois-Rivières

LUC-NORMAND TELLIER

Directeur, Département d'études urbaines et touristique, Université du Québec à Montréal

Dans son édition du 6 janvier, *Le Devoir* accorde sa rubrique Idées à Robin Philpot, l'auteur d'un ouvrage controversé sur le drame rwandais de 1994 et qui semble lui valoir une crédibilité que nous nous devons de contester. Car, à quelques jours de son témoignage devant le tribunal d'Arusha (Tanzanie) chargé de juger les crimes liés au génocide rwandais, le général Roméo Dallaire ne méritait vraiment pas un tel réquisitoire mettant en cause autant sa bonne foi que sa compétence.

C'est sur la base de notre connaissance de ce pays où nous avons, l'un et l'autre, séjourné; sur celle de témoignages d'amis rwandais; et sur celle de la lecture de plusieurs ouvrages sur la tragédie rwandaise que nous ressentons l'obligation d'intervenir. Nous avons fait une lecture très attentive du livre du général Dallaire, *J'ai serré la main du diable*. Cette lecture diffère de celle, de toute évidence biaisée, qu'a faite M. Philpot qui semble vouloir brouiller les pistes à la veille du témoignage si important du général Dallaire.

Pour que M. Philpot prétende savoir ce qui s'est vraiment passé à Kigali et partout ailleurs au «pays des mille collines», il lui faudrait lire, entre autres, l'ouvrage du colonel Luc Marchal, responsable du contingent belge de la MINUAR (Mission d'assistance des Nations-Unies au Rwanda). Le colonel Marchal fut le bras droit du général Dallaire jusqu'à ce que la Belgique, dans un geste condamnable, décide de retirer son contingent suite à la mort de 10 de ses soldats.

Son livre, dont le titre (*Rwanda; la descente aux enfers*) préfigure parfaitement celui de son supérieur, permet de comprendre le caractère tragique d'une situation où les Bérets bleus n'avaient ni le mandat ni les moyens d'intervenir pour empêcher les massacres avant qu'ils ne dégénèrent en génocide. Ils n'avaient même pas les moyens de se défendre, comme le drame vécu par les soldats belges l'a bien montré et comme les livres du colonel Marchal et du général Dallaire le décrivent si bien.

Il y a eu génocide

Selon Robin Philpot, s'il y a eu des massacres au Rwanda en 1994, il n'est pas établi que ces derniers aient constitué un génocide et il est clair que ceux qui sont responsables de ces massacres ne sont ni ceux qui les ont perpétrés, ni ceux qui les ont organisés, mais bien ceux qui ont provoqué les massacres en envahissant le Rwanda, en contestant le pouvoir du président Habyalimana et en abattant son avion. Bien plus, selon lui, le général Dallaire aurait eu des sympathies pour les envahisseurs et il aurait été leur allié objectif, sinon leur complice.

Selon nous, selon le général Dallaire, selon le colonel Marchal, selon la plupart des observateurs objectifs et selon les organismes internationaux qui se sont prononcés là-dessus, il y a bel et bien eu génocide au Rwanda: ce génocide a fait l'objet d'une planification, il a été orchestré par l'entourage immédiat de feu le président Habyalimana et aucun événement politique ou militaire ayant précédé le génocide ne peut justifier ou excuser ce dernier.

Pour promouvoir sa thèse révisionniste et négationniste, Robin Philpot attaque le général Dallaire et travestit les propos de son livre en cherchant à les mettre en contradiction avec certaines déclarations de Dallaire remontant à 1994, déclarations suivant lesquelles le terme de génocide ne devait être utilisé qu'avec circonspection pour décrire ce qui venait de se dérouler au Rwanda.

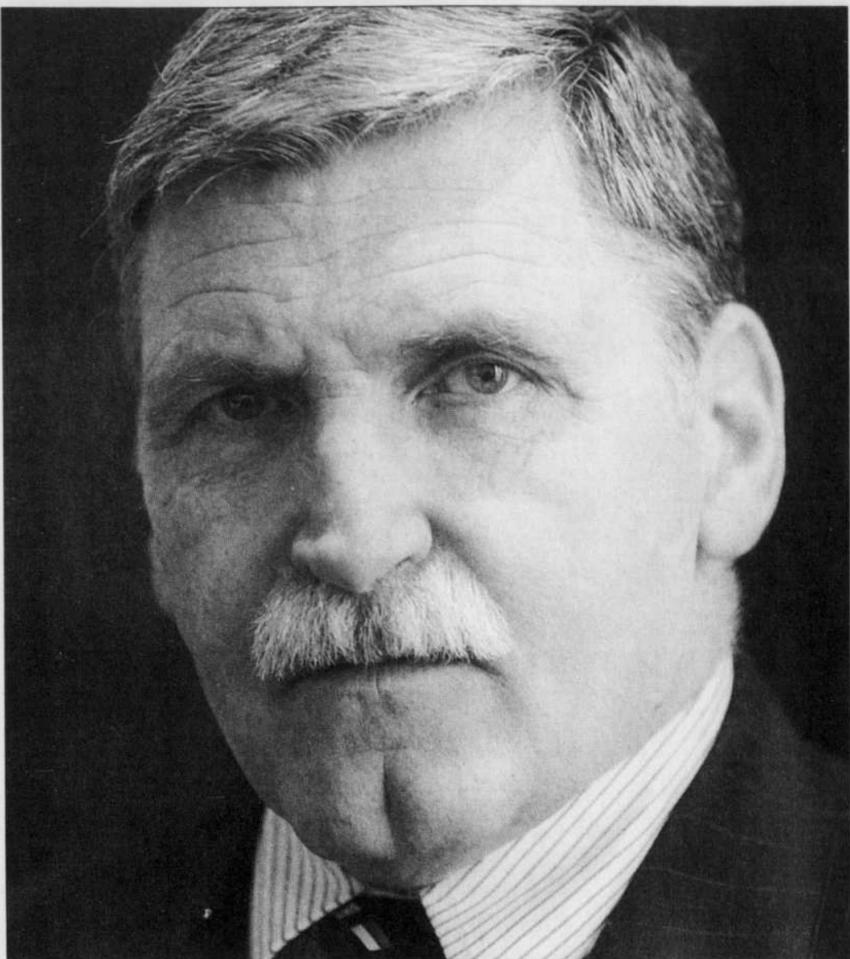
Ces déclarations ont été faites alors que le général Dallaire venait de quitter le Rwanda, physiquement épuisé et fortement éprouvé par ce dont il avait été témoin durant près d'une année, et alors que certaines grandes puissances (y compris les États-Unis), pour des raisons politiques, s'obstinaient encore à refuser de parler de génocide. Seule une lecture trop rapide et imprégnée de préjugés du livre du général Dallaire peut conduire à voir des contradictions entre les déclarations de 1994 et ce qu'écrit aujourd'hui le général.

Indifférence internationale

Robin Philpot laisse entendre que le général Dallaire tient les Rwandais pour seuls responsables des massacres de 1994. Cela est tout à fait contraire à ce qu'écrit le général Dallaire dans son livre. Il souligne en effet, à de multiples reprises, qu'il tient avant tout responsable du génocide les puissances occidentales les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Belgique ainsi que l'indifférence de la communauté internationale.

Selon Dallaire, les États-Unis, échaudés par leur mésaventure quelques mois plus tôt en Somalie, ont préféré arguer que les problèmes de sécurité africains devaient être résolus par des forces africaines, quitte à laisser mourir des centaines de milliers d'innocents (p. 472). Comme le rapporte Dallaire, aux yeux des responsables américains, la vie de milliers de Rwandais ne valait pas celle d'un seul G.I... Après avoir lu le livre de Dallaire, on peut comprendre qu'au terme de son mandat, lors d'un bref séjour à l'aéroport de Kigali, le président Clinton ait cru bon de demander pardon aux Rwandais.

Comment ne pas trouver curieux le reproche fait par Robin Philpot au général Dallaire d'avoir occasionnellement passé au-dessus de celui qui fut le chef de la mission de l'ONU au Rwanda, l'infortuné Pierre-Jacques Booh-Booh, ce diplomate camerounais qu'excuse M. Philpot. Tous ceux qui ont co-



Le général Roméo Dallaire souligne à de multiples reprises dans son livre *J'ai serré la main du diable*, qu'il tient avant tout responsable du génocide les puissances occidentales les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Belgique ainsi que l'indifférence de la communauté internationale.

toyé ce personnage (y compris le colonel Marchal et le général Dallaire) disent qu'il n'était pas à la hauteur, qu'il n'était jamais présent là où sa présence s'avérait essentielle et, surtout, qu'il adoptait un comportement totalement inadapté à la gravité des circonstances. Devoir composer avec cet homme insouciant fut une des stations du chemin de la croix qu'a dû parcourir le général.

De plus, si Philpot reproche à Dallaire d'en avoir trop fait à l'encontre des ordres de son supérieur immédiat, Gil Courtemanche, qui s'exprime aussi sur le génocide rwandais, reproche, lui, systématiquement à Dallaire d'en avoir trop peu fait et d'avoir été trop servile, timoré et «ronde-cuir». Et si la vérité était entre ces deux thèses contradictoires?

Comment prendre avec sérieux le commentaire de Robin Philpot soulignant que la France a demandé officiellement au Canada de destituer le général de son poste sous prétexte qu'il aurait eu un penchant favorable au Front patriotique rwandais (FPR) dirigé par Paul Kagame, l'actuel président du Rwanda? Mais qui donc dirigeait la France à cette époque si ce n'est un président Mitterrand fortement affecté par la maladie, mais toujours suffisamment lucide pour guider son fils (surnommé «Papa-m'a-dit») dans ses opérations de marchand de canons en Afrique francophone, donc au Rwanda où le père et le fils maintenaient des liens très étroits avec le président Habyarimana et sa famille?

D'ailleurs, lors de la chute de Kigali, alors que le génocide se poursuivait, le principal souci de la France fut de rapatrier les membres de cette famille dont des éléments avaient partie liée avec la funeste station RTLM dont la campagne raciste a guidé jour après jour les génocidaires.

Sur le terrain

Quand Robin Philpot évoque la présumée partialité du général Dallaire envers le FPR, M. Philpot fournit une nouvelle preuve de ses préjugés. Durant des centaines de pages, le général Dallaire invite ses lecteurs à le suivre aux quatre coins du Rwanda. Il montre comment, avec des moyens ô combien trop limités, se ridiculisant avec ses blindés obsolètes et peu fiables, il devait tenter de trouver un terrain d'entente entre les forces en présence.

À de nombreuses reprises, le général a risqué sa vie dans le cadre de sa mission. Quand on connaît les conditions matérielles exécrables dans lesquelles il fut forcé de vivre, faut-il se surprendre qu'il ait un jour, une unique fois, demandé le gîte à son hôte Paul Kagame plutôt que de risquer de rentrer sur Kigali en pleine nuit. Or, M. Philpot ose lui en faire reproche!

Le général Dallaire ne cache pas son admiration pour les talents de militaire de Paul Kagame, mais rien ne laisse croire qu'il se soit départi de sa neutralité. Reconnaitre les qualités de ce chef de guerre, n'empêche pas le général Dallaire de soulever de sérieuses questions concernant le comportement de Kagame, ses intentions, ses stratégies et ses responsabilités dans l'ensemble de la tragédie rwandaise. Il dit encore s'interroger sur sa responsabilité possible dans l'attentat contre l'avion du président Habyarimana, attentat dont les auteurs ne sont toujours pas connus officiellement (p.440).

Et dans la conclusion du livre de Dallaire, on peut lire ces lignes: «*Mais les morts rwandais peuvent aussi être attribués à Paul Kagame, ce génie militaire qui n'a pas accéléré sa campagne quand l'envergure du gé-*

nocide fut manifeste et qui, en quelques occasions, m'a même entretenu avec candeur du prix que ses camarades tutsis auraient peut-être à payer pour la cause.»

Toute chose a nécessairement une origine ou une cause. Le général Dallaire, le premier, reconnaît que, sans l'invasion des forces du FPR quelques années avant le génocide et sans l'attentat contre l'avion du président, le génocide n'aurait pas eu lieu. On peut tout aussi bien dire que l'avènement au pouvoir d'Hitler, l'holocauste et la Seconde guerre mondiale n'auraient pas eu lieu si le traité de Versailles de 1918 n'avait pas été si revanchard à l'endroit de l'Allemagne... M. Philpot part de ce type de constatation pour insinuer que les vrais responsables des massacres rwandais sont les dirigeants du FPR et non les criminels qui les ont perpétrés. Autant dire que le responsable de l'holocauste n'est pas Hitler, mais bien Clémenceau et ceux qui ont imposé le traité de Versailles...

Il est vrai que l'attentat du 6 avril 1994 a servi de détonateur, mais la bombe avait été mise en place sous la présidence d'Habyalimana. Quant à la part de responsabilité du président défunt dans la planification du génocide, les avis sont partagés. Qui peut prétendre que le président Habyalimana, arrivé au pouvoir grâce à un coup d'État, n'a eu aucune responsabilité dans l'instauration d'un climat favorable à l'émergence d'une agressivité extrême à l'encontre à la fois des Tutsis et des Hutus modérés? Les observateurs les plus impartiaux affirment que le président Habyarimana n'était pas, beaucoup s'en faut, à l'abri de tout soupçon. Pour sa part, le général Dallaire se demande à plusieurs reprises s'il n'avait pas perdu la maîtrise des éléments les plus extrémistes de son parti.

Savoir lire

M. Philpot souhaite que des journalistes interrogent le général Dallaire. Or, on ne compte plus le nombre de journalistes qui ont interviewé le général au cours des dernières semaines. Qui peut faire mieux et pour poser quelles nouvelles questions?

Il apparaît évident que M. Philpot n'a pas fait l'effort de lire sereinement l'ouvrage du général Dallaire jusqu'à sa très prenante conclusion qui se veut un cri du cœur pour que les hommes apprennent à mieux vivre ensemble. Pour y arriver, il faut reprendre inlassablement le slogan «Plus jamais ça!».

Ainsi, quand les responsables du Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU recevront un télégramme semblable à celui que le général Dallaire leur a fait parvenir le 11 janvier 1994, dans lequel il leur disait avoir des preuves irréfutables de la planification d'un génocide, il leur faudra y donner suite. Ce télégramme se terminait par: «*Peux ce que veux. Allons-y.*» Ils n'ont pas voulu, ils ne sont pas venus... et 800 000 innocents ont péri dans des conditions effroyables.

Au milieu de la tragédie rwandaise, des criminels, des sadiques, des racistes, des arrivistes, des carriéristes, des je-m'en-foutistes, des sépulchres blanchis et des cyniques se sont illustrés. Au milieu d'eux, il y a eu quelques lucides, quelques gens de bien et quelques personnes profondément honnêtes et dévouées au bien de l'humanité. Le général Dallaire fut de ces derniers et il est honteux que Robin Philpot s'en prenne à lui pour couvrir ceux qui sont accusés de génocide devant le Tribunal international.

Si quelqu'un brouille les pistes, c'est M. Philpot. Pourquoi le fait-il? Voilà la question.



Michel Venne

Le goût de l'avenir

Il est encore temps de prendre des résolutions pour 2004, et je vous en soumetts une qui change des promesses de faire plus d'exercice et de cesser de fumer. Elle m'est inspirée par l'écrivain français Jean-Claude Guillebaud qui nous propose de retrouver, comme l'indique le titre de son dernier ouvrage, le goût de l'avenir.

Avoir le goût de l'avenir, c'est vouloir gouverner celui-ci, écrit-il. C'est refuser qu'il soit livré aux lois du hasard, abandonné à la fatalité ou, pire encore, à la domination des puissants, aux logiques mécaniques, au déterminisme technologique ou aux lois du marché. C'est «être habité par l'idée du lendemain à construire» et «renoncer au renoncement contemporain». C'est rejeter la dictature du présent. C'est «réapprendre à dire non» et mettre en pratique le beau slogan des altermondialistes: Un autre monde est possible.

Une certaine gaieté nous fait défaut, selon Guillebaud. «*La joie véritable que nous avons perdue, c'est celle de l'aube, celle des printemps, du lilas, des projets.*» Il nous presse également de redécouvrir les colères véritables, «celles qui engagent».

Il s'agit, en somme, de réhabiliter l'espérance en un monde meilleur, évanouie dans le tumulte de la vie quotidienne et dont l'érosion nous est dissimulée par l'incantation obsessionnelle du changement.

L'espérance est, avec la liberté, l'antidote à l'autoritarisme. Dans son chef-d'œuvre indémodable, *The Great Dictator*, Charlie Chaplin joue un barbier qui, parce qu'il lui ressemble à s'y méprendre, passe pour le dictateur Adenoid Hynkel, une caricature d'Adolf Hitler, et prononce à sa place un discours qui n'a rien perdu de sa pertinence plus de soixante ans après la première du film le 15 octobre 1940.

Au lieu d'y célébrer les vertus du fascisme et de l'impérialisme, comme l'aurait fait le dictateur, Chaplin fait un appel au peuple pour que celui-ci, redécouvrant les vertus de la démocratie et de la solidarité, garde espoir dans l'avenir.

«*Je dis à tous ceux qui m'entendent: ne désespérez pas! Le malheur qui est sur nous n'est que le produit éphémère de l'avidité et de l'amertume de ceux qui ont peur des progrès qu'accomplit l'humanité.*»

«*Vous le peuple, dit-il, vous avez le pouvoir de créer le bonheur, vous avez le pouvoir de faire de cette vie une merveilleuse aventure. Unissons-nous. Il faut nous battre pour construire un monde de raison, où la science et le progrès mèneront tous les hommes vers le bonheur.*»

D'abord, donc, vaincre le fatalisme, y compris quand la situation semble perdue.

Guillebaud prétend qu'il nous faut sortir du deuil qui a commencé en 1989. Deux cents ans après la Révolution française, est mort avec la chute du Mur de Berlin le mythe révolutionnaire. C'était «la fin de l'histoire». Le capitalisme et la démocratie libérale n'avaient plus de rivaux.

Certes, l'humanité était ainsi soulagée des horreurs du XXe siècle. Mais la déroute du communisme entraînait la fin d'une espérance, celle qu'il pouvait y avoir un autre chemin, une autre conception du monde. Nous attendons encore la nouvelle pensée sur laquelle asseoir le refus du fatalisme et une volonté de peser sur le cours de l'Histoire.

À défaut, nous avons assisté au repli sur soi. Ce nouvel individualisme, écrit Guillebaud, «a toutes les chances de correspondre à un retrait progressif, un désengagement général, un refus de civiliser ou de corriger le monde. On se contentera dorénavant d'échanger des marchandises, de gérer le présent, d'y maintenir un ordre légal, de réguler au jour le jour les contradictions ou de contenir les violences qui rôdent».

Le discours politique est remplacé par les bons sentiments. Le citoyen est lentement destitué et est invité à confier aveuglement son destin aux mécanismes du marché et de la technoscience. Il s'en remet aux nouvelles oligarchies capables de gérer les mécanismes mondialisés. Il prend congé de l'Histoire. Il accepte la perspective d'une disparition de la politique et, donc, de la démocratie.

Pour des peuples sans mémoire et privés de projets, le présent occupe tout l'espace. Nous n'acceptons plus de sacrifier quelques heures aujourd'hui contre la promesse d'un futur meilleur. Dès lors que l'espérance s'évanouit, «le présent devient un butin dont chacun veut sa part». Ce sont les chamailleurs et le moralisme bon marché qui remplacent la délibération, les querelles élitistes entre dogmatismes qui tuent l'idée même de progrès.

Mais il ne faut pas remplacer une incantation par une autre. Il ne suffit pas de gémir sur la mort de l'espérance ni de se contenter de chanter comme les «phénomies» que «l'avenir on le bâtit ensemble», ou comme les stars de l'académie, que l'on va «changer le monde, avec une chanson». Il faut retrouver les vertus mobilisatrices des rêves partagés, réapprendre à débattre et à formuler des idées qui deviendront des projets. Il s'agit de réenchanter le présent en y réintroduisant l'avenir.

Au cours des prochaines semaines, je vous proposerai une série de réflexions sur les sujets importants pour l'avenir du Québec et pour lesquels il me semble nécessaire de retrouver le goût de débattre. Au terme de cette série, je vous inviterai à poursuivre la discussion dans un lieu où il sera possible de former et de réaliser des projets. Ceux que cette perspective intéresse voudront bien me le faire savoir en m'écrivant à l'adresse ci-dessous.

Michel Venne est directeur de L'annuaire du Québec, chez Fides. vennem@fides.qc.ca

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation) ; Joséphine Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Jean-Pierre Legault (papier édité, idées, perspectives et sports), Isabelle Paré (santé), Pauline Gravel (sciences) ; Michel Garneau (caricaturiste) ; Diane Précourt (responsable des pages thématiques) ; Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (lecteurs) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; à l'information culturelle : Michel Bélair (responsable), Julie Carpentier, Paul Bennett (papier cahiers spéciaux et culturels), Stéphane Ballarçon (théâtre), Paul Cauchon (musique), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels) ; à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Eric Desrosiers, Alec Cantonguay, Claude Turcotte à l'information internationale : Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste) ; à l'information politique : Hélène Buzetti et Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque ; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction) ; Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Ois-Dionne (commis) ; La documentation : Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa) ; LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Slavica Bogdanov, Véronique Géraud, Christiane Legault, Amélie Sancy, Geneviève Ois-Dionne (commis) ; La production : Gilles Paré (directeur), Nathalie Zermatis, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Gisèle Lévesque, coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation, Monique Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haack (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béveaux (adjointe administrative), Claudette Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

CULTURE

SUITE DE LA PAGE 1

«Nous avons besoin d'autres marchés pour nous développer», dit Philip Stone, directeur général de la Direction générale du commerce et de l'investissement au ministère du Patrimoine. «L'Europe a changé au cours des dernières années. Certains ateliers organisés dans le cadre du Forum devraient nous aider à comprendre les choix à faire pour être davantage présents et intéressants sur ce vaste marché potentiel.»

La dépendance nationale envers le marché américain apparaît presque totale dans les différents secteurs culturels. Les États-Unis absorbent plus de 96 % des biens de la culture de leur voisin du Nord selon les données colligées l'été dernier par Statistique Canada. En plus, la valeur totale des exportations vers ce pays augmente sans cesse, passant de 1,4 milliard en 1996 à 2,2 milliards en 2002.

L'édition enregistre la plus importante progression, de 580 millions à 1,1 milliard. Au total, l'augmentation fulgurante de toutes les exportations culturelles a permis de faire diminuer énormément le déficit de la balance commerciale sur les comptes culturels avec ce pays: le gouffre large de 1,5 milliard il y a huit ans a rétréci à 650 millions en 2002.

Le Cirque du Soleil (CS), le fleuron de l'industrie nationale des arts de la scène, comprend cette sonante et trébuchante réalité depuis longtemps: les États-Unis constituent un marché formidable à portée de main. C'est là que la compagnie profite. C'est à partir de là qu'elle lance son offensive mondiale.

En juin, le CS, bientôt milliardaire, inaugurerait son quatrième spectacle permanent à Las Vegas. On peut parier qu'un autre sera dévoilé avant la fin de l'année dans la salle du MGM Mirage, laissée vide par le retrait de l'affiche du *Siegfried & Roy Show*. En même temps, le Cirque multiplie sa popularité avec ses émissions télé diffusées par la chaîne Bravo, de sorte que ses spectacles sous chapiteaux mobiles peuvent tourner pendant plus d'une décennie aux États-Unis. Par contraste, la présentation de *Saltimbanco* à Lyon en mars, marquera le retour du Cirque du Soleil dans ce pays après une quinzaine d'années d'une très profitable absence...

A peine 4 % des biens culturels canadiens se retrouvent ailleurs qu'aux États-Unis. Certains marchés évoluent en dents de scie, celui du Japon par exemple, où le Canada envoyait 4,2 millions en 1996, 17 millions en 2001, 7,2 millions en 2002. D'autres régressent sans cesse avec une chute, en huit ans, de 36 % pour le Royaume-Uni et de 45 % pour la France.

Dans ce pays surchargé symboliquement pour le Québec, le secteur des produits de l'édition et de l'imprimerie enregistre la mutation la plus significative, avec 11,8 millions en 1996 et seulement huit millions en 2002. Pour rajouter au problème, les livres comptaient pour 13,2 millions des livraisons en 1998, mais seulement 10,7 millions en 1999, alors que le Québec bénéficiait de la visibilité fournie par le titre d'invité d'honneur du Salon du livre de Paris. Depuis, les Français n'achètent plus que cinq à sept millions de dollars de livres d'ici par année, une peccadille.

Les importations françaises de tous les biens culturels, elles, progressent très légèrement pendant la période de référence, passant de 119 millions à 127 millions. Notons au passage que les données ne comptabilisent pas les disques de Céline Dion, Isabelle Boulay et autres divas québécoises de la pop, considérées comme des produits nationaux en France comme ici.

Les deux pays vont tenter d'infléchir un peu le négoce comme les perceptions et leurs autres formes de rapports en 2004, année du 40^e anniversaire de l'installation française en Amérique du Nord. Le Forum canadien sur l'entreprise de la culture s'inscrit dans ce cadre (voir *Le Devoir* de jeudi dernier). La rencontre se tient à la Cité des sciences et de l'industrie de Paris, qui reçoit déjà une exposition intitulée *Le Canada vraiment...* le travail muséologique veut bouleverser les clichés traditionnels entretenus lâbas sur ici.

En juin prochain, à Tourouvre, dans le Perche, en Normandie, les deux pays inaugureront la Maison de l'émigration française en Canada, réunissant un centre d'interprétation du mouvement migratoire transatlantique avant 1760, une salle d'exposition et un lieu de consultation des données généalogiques informatisées ouvert au public et aux chercheurs. Bibliothèque et Archives Canada et l'institution sœur de France viennent de lancer un fabuleux portail sur les archives historiques de la Nouvelle-France. La base de données rassemble 600 000 images documentaires et un millier de cartes. D'ici 2005, l'ambitieux programme mettra en ligne environ deux millions d'images.

Le site reçoit déjà des milliers de visites par semaine. Fait étonnant, la majorité des internautes qui le fréquentent ne proviennent ni du Québec ni même de la France. Comme quoi, même les «biens culturels» historiques et virtuels semblent maintenant marqués par la fatalité ne laissant que la portion congrue à l'Hexagone...

LE DEVOIR

Les bureaux de *Le Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com

Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)
Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

BOUCLIER

SUITE DE LA PAGE 1

Ancien président du comité permanent de la défense, David Pratt a toujours favorisé une participation canadienne au bouclier américain. Il n'a pas changé d'idée, mais insiste: «Je ne suis pas en faveur de la défense antimissile à n'importe quel prix.»

Le gouvernement a encore bien des questions, tant sur le fonctionnement du système que sur la protection des intérêts canadiens, et il a maintenant besoin d'informations privilégiées pour obtenir les réponses nécessaires, dit-il. D'où l'échange de lettres.

Mais avant de prendre une décision, le cabinet Martin ne pourra pas faire l'économie d'une consultation, ne serait-ce qu'au sein du caucus libéral ou à la Chambre des communes où le Bloc et le NPD s'opposent au projet. Plusieurs députés libéraux, opposés au projet, ont déjà protesté la semaine dernière contre le manque de consultations du caucus au sujet de l'échange de lettres et ils veulent avoir leur mot à dire avant que toute autre décision soit prise. Leur principale inquiétude porte sur l'arsenalisation de l'espace, les Américains persistant à dire qu'ils veulent en arriver un jour à déployer dans l'espace des intercepteurs de missiles balistiques.

Une étude du ministère de la Défense, dont faisait état le *Ottawa Citizen* vendredi, mettait déjà Ottawa en garde, le printemps dernier, contre le «risque significatif» que posait le projet de défense antimissile «de renforcer les tendances vers l'arsenalisation de l'espace».

Le Canada est contre le déploiement d'armes dans l'espace et M. Pratt dit que cette politique reste inchangée. Mais il croit que tout le monde s'inquiète trop au sujet du volet spatial du bouclier.

Selon les «meilleures estimations», dit-il, «il faudra encore deux décennies avant d'en arriver même à la possibilité d'armes dans l'espace et ça peut se révéler impossible à faire sur le plan soit financier ou technologique». Il est d'ailleurs persuadé qu'aucun gouvernement canadien n'aura à se pencher sur cette question avant longtemps.

Par conséquent, il ne croit pas que le Canada, «un pays souverain», se retrouverait pris dans un engrenage dont il ne pourrait plus s'extirper s'il acceptait maintenant de participer au système composé d'intercepteurs basés au sol et en mer.

Pour tenter de calmer ces critiques, David Pratt ajoute que plusieurs pays occidentaux ainsi que l'OTAN étudient la question de la défense antimissile et que certains tentent même de développer ce qu'on appelle une défense de théâtre, c'est-à-dire des intercepteurs pour des missiles de courte et moyenne portée. Les missiles Patriots, par exemple, sont des intercepteurs de ce type.

Le ministre est toutefois obligé de reconnaître qu'un seul pays, les États-Unis, parle d'un éventuel déploiement d'intercepteurs dans l'espace.

Entre deux feux

Le gouvernement canadien semble coincé entre deux priorités de sa politique de défense: d'une part, son option traditionnelle à l'arsenalisation de l'espace et ses ef-

GUERRE

SUITE DE LA PAGE 1

«Au cours des 23 mois que j'ai passés là, je n'ai jamais rien vu que je pourrais qualifier de preuve d'armes de destruction massive», a dit au magazine *Time* O'Neill, qui a siégé au Conseil national de sécurité. «Il y avait des allégations et des affirmations de gens [...] Pour moi, il y a une différence entre une preuve véritable et tout le reste.»

Dans *The Price of Loyalty* (Le Prix de la loyauté), écrit par Ron Suskind, un ex-journaliste du *Wall Street Journal*, Paul O'Neill souligne notamment que les hauts responsables devaient prendre leurs décisions en se fiant à ce qui n'était «guère plus que des intuitions sur ce que le président pouvait penser», faute de savoir vraiment ce qu'il attendait d'eux.

Paul O'Neill a ajouté hier, dans un entretien à 60 Minutes, sur la chaîne américaine CBS, que le manque d'intérêt de George W. Bush pour les affaires publiques était évident non seulement en conseil des ministres, mais aussi lors des rencontres en tête-à-tête.

«J'ai été surpris» par la tournure de la première rencontre en tête-à-tête avec le président, raconte l'ancien secrétaire au Trésor, «j'y suis allé avec une longue liste de choses à discuter [...] Finalement j'ai parlé et le président a écouté. C'était presque un monologue.»

Richard Gephardt, candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle, a dit par tager cette impression. «C'est un brave type. Et il n'est pas bête. Mais il n'a pas d'expérience. Il n'a pas les connaissances. Et il n'a aucune curiosité», a-t-il déclaré à propos de Bush lors de l'émission *Face the Nation* sur CBS.

Pour étayer ses accusations, Paul O'Neill a fourni 19 000 documents, dont des notes personnelles, à l'auteur du *Prix de la loyauté* selon CBS, qui ajoute que Ron Suskind a aussi interrogé des dizaines de proches de George W. Bush.

La Maison-Blanche s'est refusée à tout commentaire sur le livre. «Je ne fais pas la critique littéraire», a déclaré son porte-parole Scott McClellan. En ce qui concerne le détachement de George W. Bush, il a rétorqué que «la façon de

gouverner et de fixer les priorités du président [était] bien connue». Le chef de la Maison-Blanche «est quelqu'un qui dirige et prend des mesures décisives sur nos plus hautes priorités, et c'est exactement ce qu'il continuera de faire».

Le représentant républicain Mark Foley a accusé O'Neill d'adopter «une approche shakespearienne pour promouvoir sa carrière et la vente de son livre. Depuis Jules César, je n'ai jamais vu de coup de poignard dans le dos aussi flagrant», a-t-il affirmé.

Paul O'Neill ne se prive pas non plus d'épingler la notion de «guerre préventive» contre le terrorisme mise en avant par le gouvernement pour envahir l'Irak en mars 2003. À l'en croire, les États-Unis ont commencé à préparer leur intervention quelques jours avant même l'entrée en fonction de George W. Bush en janvier 2001.

«Dès le tout début, il y avait la certitude que Saddam Hussein était une mauvaise personne et qu'il devait s'en aller», déclare O'Neill dans son entretien à 60 Minutes. «Pour moi, la notion d'action préventive, selon laquelle les États-Unis ont le droit unilatéral de faire tout ce qu'ils décident de faire, est une évolution vraiment énorme.»

Dans l'entretien accordé à CBS, O'Neill compare l'attitude de George Bush lors des réunions gouvernementales à celle d'un aveugle dans une pièce bondée de sourds.

Ancien fonctionnaire, d'origine modeste, M. O'Neill a quitté le service de l'État pour l'industrie, où il a brillamment réussi, jusqu'à devenir PDG du géant de l'aluminium Alcoa, qu'il a rendu bénéficiaire. C'est là que le vice-président, Richard Cheney, est allé le chercher, fin 2000, pour le poste de secrétaire au Trésor. Il a cru pouvoir réformer la façon de travailler du ministère des Finances et, même, changer les règles du jeu, appelant un chat un chat. Il a commencé par dire que la politique du «dollar fort» n'avait aucun intérêt et que la valeur de la monnaie ne dépendait pas du gouvernement, ce qui a provoqué une chute de la devise américaine. Il a critiqué les hausses de tarifs sur les importations d'acier. Il cachait à peine son désaccord sur les baisses d'impôts et sur le déficit des finances fédérales. «Dans l'idéal, a-t-il dit, ce livre est destiné à faire réfléchir sur l'état de notre système politique [...] Nous pouvons exiger mieux.»

Malgré son préjugé favorable, David Pratt est évasif lorsque vient le temps d'expliquer en quoi un système antimissile améliorerait la sécurité du territoire canadien. En fait, il admet, quand on lui parle des incertitudes entourant la technologie envisagée, que «de toute façon, ce qui est clair est que la menace n'existe peut-être pas aujourd'hui, à ce moment-ci, mais nous ne savons pas où nous en serons dans deux mois, deux, trois ou quatre ans».

Il évoquera pourtant à quelques reprises la nécessité de se protéger contre les menaces actuelles. «Nous devons faire face aux menaces qui existent maintenant», dit-il, à ceux qui craignent l'évolution future du bouclier. «Nous tentons de faire face aux menaces immédiates», ajoute-t-il plus tard.

À un autre moment de l'entretien, il rappelle que les Américains ont eu un choc en 1998 lorsque la Corée du Nord a réussi à lancer un missile balistique capable d'atteindre la mer du Japon et maintenant l'Alaska. Washington n'attendait pas ce développement si tôt.

On peut considérer cette menace comme faible, mais, avertit-il aussitôt, la technologie des missiles balistiques évolue rapidement, plusieurs pays y ont maintenant accès et il existe toujours le danger d'un pays tombant aux mains d'un régime hostile.

David Pratt reconnaît volontiers que le Canada a plusieurs autres priorités en matière de sécurité, qu'il s'agisse de sécurité publique, de criminalité ou d'environnement et qu'il doit rester actif sur tous les fronts, y compris dans l'arène multilatérale. Mais cela ne justifie pas à ses yeux d'ignorer la défense de l'Amérique du Nord.

TOURENNE

SUITE DE LA PAGE 1

J'en rêvais tous les jours. Je me le suis procuré dès mes premières paies. C'est donc avec cet appareil, en développant moi-même, que j'ai fait mes premières armes en matière de photo.

Quand Paul Tourenne revient à Paris, il se procure des magazines sur la photo. «J'ai beaucoup appris par moi-même et avec l'aide de quatre photographes, les frères Thomas d'Hoste. Sans prétention aucune, je me suis inscrit au concours des 25 ans de Rollei et, à ma grande surprise, j'ai reçu le 4^e prix (sur un total de 55 000 photos, ce n'était pas si mal!), et le prix était un appareil photo en plus! Ça m'a encouragé.»

En 1945, les Frères Jacques effectuent une tournée en Alsace libérée. Tourenne rencontre alors un comédien photographe, spécialiste des appareils Leica: coup de foudre pour ces appareils. «Vers les années 50, je me suis trouvé plus à l'aise financièrement et j'ai pu m'acheter progressivement toute la gamme des Leica "M" jusqu'au M6.» Nulle part vous ne verrez Paul Tourenne sans ses petits appareils, l'un chargé d'une pellicule couleur, l'autre, noir et blanc.

«En photo, le noir et blanc est à la couleur ce que la radio est à la télévision. La couleur a tendance à reproduire; le noir et blanc franchit la limite, jusqu'à l'interprétation. Pour transcender la reproduction avec la couleur, il faut vraiment effectuer un travail de création.» Cette touche créatrice et les jeux théâtraux de la lumière caractérisent notamment la série de photos couleur réalisées à Montréal à partir des mannequins de diverses boutiques.

Les dons de la photo

«En faisant de la photo, on se soigne sans s'en rendre compte», remarque Paul Tourenne. La photo est une thérapie pour moi. Elle me permet de retrouver et de conserver mon équilibre, d'apercevoir concrètement ma propre vision du monde, si j'ose dire. Etant un contact permanent avec l'inattendu, la révélation, elle me permet de découvrir des choses qui me seraient passées sous le nez autrement.» Il voit également la photo comme un moyen de transcender l'habitude, de défier l'interdit, de souligner les anachronismes et de révéler ce qui détonne. «Les Frères Jacques ont aiguillé mon regard et m'ont été d'un grand soutien, sur tous les plans.»

Il s'amuse du fait que ses grands amis soient des gens n'ayant pas du tout les mêmes idées que lui. «Je suis athée, mais j'ai un grand ami prêtre — c'est le bonhomme qui m'intéresse! Je suis de gauche, et j'ai des amis qui sont de droite, par exemple.»

Curieux phénomène, trois solistes de trois groupes vocaux masculins sont des passionnés de photo: en plus de Paul Tourenne, il y a Fred Mella, son ami soliste aux ex-Compagnons de la chanson (desquels Paul Buissonneau a également fait partie) et Pierre Jamet, qui était le soliste des Quatre Barbus. «Nous avons réalisé ensemble Trio pour une expo en 1990, à Lyon, une exposition qui a beaucoup tourné en France, parrainée par la Fondation nationale de la photographie.» Plusieurs œuvres de Tourenne et de Mella ont été exposées à la galerie Les Modernes, à l'occasion du Mois de la photo à Montréal, en septembre 2001.

«Ma vision s'accorde avec celle de Cartier-Bresson, qui disait qu'une photo, c'est mettre dans la même ligne de mire l'œil (le choix du sujet), la tête (l'ordonner) et le cœur (le millième de seconde pendant lequel vous appuyez sur le déclencheur). Un amateur (on

MARTIN

SUITE DE LA PAGE 1

du passeport canadien» au regard de l'affaire Maher Arar, ce Canadien expulsé en Syrie depuis New York, mais surtout, la crise de la vache folle qui fait mal aux éleveurs de boeuf canadiens.

Dans un communiqué diffusé avant son départ, le premier ministre a réitéré sa volonté de «raffermir les relations positives» entre les deux pays. Pour sa première sortie à l'étranger à titre de premier ministre, M. Martin veut se démarquer de son prédécesseur, Jean Chrétien, et mieux connaître personnellement les autres dirigeants. Le précédent locataire du 24 Sussex avait été critiqué pour avoir envenimé les relations avec nos voisins du Sud. M. Chrétien affirmait que l'amitié entre les chefs d'État ne comptait guère dans les cours des relations internationales.

Son successeur entend discuter de multilatéralisme avec Bush fils. «J'espère que nous pourrions parler de la perspective internationale plus large du Canada, de cette décennie très importante à mes yeux, et du rôle très important des institutions internationales.» Le Canada a refusé de se joindre à la coalition qui a attaqué l'Irak au printemps 2003 parce que les Nations unies ne cautionnaient pas l'intervention.

Par ailleurs, M. Martin est sceptique quant aux chances d'en arriver à un libre-échange englobant les Amériques pour l'échéance prévue le 1^{er} janvier 2005. C'est trop «optimiste», a-t-il jugé. Le Canada devrait plutôt signer des accord bilatéraux avec ses partenaires en attendant. «C'est malheureux, a-t-il dit concernant cette échéance, mais nous avons des bases solides sur lesquelles nous pouvons bâtir [les accords bilatéraux].»

Le Bloc critique

Paul Martin est arrivé en retard à la première séance du Sommet des Amériques hier à Monterrey, en raison du mauvais temps qui a repoussé son décollage de l'aéroport d'Ottawa.

Le retardataire devait rencontrer hier soir le président mexicain Vicente Fox, qui a l'intention de traiter des améliorations à apporter au Traité de libre-échange nord-américain (ALENA). Le Canada, le Mexique et les États-Unis sont les signataires de ce traité.

«C'est la priorité numéro un dont je vais parler», a déclaré le président Fox dans une entrevue au réseau CTV avant l'arrivée de son homologue canadien. Paul Martin a quant à lui indiqué qu'il discuterait de sujets relatifs aux relations avec les États-Unis et des intérêts commerciaux communs du Canada et du Mexique.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a pour sa part vivement critiqué Paul Martin hier. Il lui reproche de n'avoir «aucune position» à suggérer au Sommet des Amériques et de s'aligner trop rapidement sur les intérêts américains, à l'encontre des intérêts québécois et canadiens.

M. Duceppe estime que le Canada jouera un rôle de second ordre, de «valet», à Monterrey, puisque le premier ministre arrivera les mains vides, sans propositions sur la démocratisation, sur le front social, etc. Il croit qu'il est possible pour le pays d'affirmer son indépendance sans tomber dans l'antiaméricanisme.

De même, le chef du Bloc considère que la crise de la vache folle devrait être considérée comme un problème régional, et non continental, comme l'a soutenu le premier ministre. En effet, le problème est localisé dans l'Ouest, rappelle-t-il. Le traité comme un problème généralisé dans tout le pays fait le jeu des Américains et nuit aux agriculteurs québécois, qui disposent du système de traçabilité le plus avancé en Amérique du Nord, selon M. Duceppe.

«Le gouvernement du Québec et les agriculteurs québécois demandent la même chose», a-t-il rappelé.

Par ailleurs, le chef bloquiste invite M. Martin à «être ferme» au cours de sa rencontre avec M. Bush et «à ne pas accepter l'entente avec le bois d'œuvre», proposée un peu plus tôt à l'automne 2003 par l'industrie américaine du bois d'œuvre et le département américain du Commerce.

Enfin, il recommande au premier ministre de refuser le projet d'élargissement de la Voie maritime du Saint-Laurent — qui nuirait à l'environnement et à Montréal — et de s'opposer au projet de bouclier antimissile nord-américain, plutôt que d'approfondir les discussions à ce sujet, comme cela a été annoncé la semaine dernière.

pourrait me qualifier d'"amacœur", puisque c'est le cœur qui déclenche! est quelqu'un que tout intéresse sur un sujet.» Paul Tourenne part en balade chaque matin, Leica en bandoulière, comme il irait à la chasse. «Tout m'interpelle: un portrait, l'architecture, un événement minuscule, la rue, le paysage, avec la lumière comme dénominateur commun.»

À 80 ans, Paul Tourenne, que l'on écouterait des heures sans se lasser, est heureux d'avoir arpenté la planète. Il partage maintenant sa vie entre Paris et Montréal (son épouse est québécoise). «Tous les humains ont les mêmes problèmes partout: la subsistance, l'amour, la mort. Et pour plusieurs, la misère. Mon grand regret politique, c'est que l'Europe unie ait commencé par une monnaie commune plutôt que par une langue commune. C'est la langue qui permet aux peuples de se comprendre.»

L'automne prochain, on pourra découvrir à Paris d'autres facettes de Paul Tourenne, puisqu'il fait partie des 100 personnalités choisies par le Sénat pour figurer en grand format sur les grilles du jardin du Luxembourg, dans une exposition collective extérieure où l'on pourra trouver, à côté des photos-portraits, le «questionnaire chinois» auquel chaque personnalité aura répondu. Quelques indices: l'animal de prédilection de Paul Tourenne est le renard; la pensée notée en tête de son carnet: «Tout est relatif.»

Avant sa mort prématurée, Eric Zimmermann avait écrit *Les Frères Jacques*, album abondamment illustré retraçant le parcours et le retentissement de ce quatuor mythique qui a fait connaître tant de poètes par le truchement de la chanson. (Éd. Didier Carpentier — Radio-France, 1999). Paul Tourenne, un archiviste naturel qu'il est, y a largement contribué.